

ACTES

DU

23

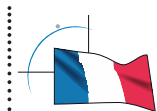
MAI

DÉCLARATION POUR UNE
CITOYENNETÉ UNIVERSELLE

SOUS LE PATRONAGE DE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



sous le patronage
de la Commission
nationale française
pour l'UNESCO

ORGANISÉ PAR

**ORGANISATION POUR
UNE CITOYENNETÉ UNIVERSELLE**





LE PROJET



L'Organisation pour une Citoyenneté Universelle (O.C.U) est une organisation de dimension internationale qui a pour objectif de promouvoir et de contribuer à atteindre la liberté mondiale de circulation et d'installation des personnes. C'est par ailleurs l'organisation qui pilote l'initiative du Passeport de Citoyenneté Universelle.

> LA GENÈSE

L'Organisation pour une Citoyenneté Universelle prend sa source dans la lutte pour les droits humains et notamment des migrants menée par ses trois organisations fondatrices. Depuis 2011, ce projet a été partagé dans le cadre des derniers Forums Sociaux Mondiaux pour aboutir à la création officielle de l'O.C.U. en février 2013.

Dans toutes les régions du monde, les migrations ont contribué au développement social, culturel et économique des peuples et des sociétés. À l'heure actuelle, les politiques en matière de migrations se caractérisent par l'intensification des contrôles et un recul général de la protection des droits humains. Il apparaît dès lors nécessaire de penser les migrations dans une perspective nouvelle, de dépasser les peurs qui reposent sur des idées reçues.

L'idée de créer l'Organisation pour une citoyenneté universelle s'est concrétisée au Forum Social Mondial de Dakar, en 2011. Impulsé par Emmaüs International, le Mouvement Utopia et France Libertés, ce projet apparaît comme une initiative majeure, renforcée par la légitimité de la société civile mondiale. Elle s'inscrit dans la perspective de construction d'un nouvel espace politique mondial autour de peuples ou d'Etats partageant une ambition, des valeurs et des principes communs.

Cette initiative a également été partagée lors du Forum Social Mondial sur les Migrations qui s'est tenu en novembre 2012 à Manille, aux Philippines, et avait pour thème « Mobilité, Droits et Modèles Globaux : à la recherche d'alternatives ». La notion de citoyenneté universelle a notamment été reprise dans la déclaration finale de ce Forum.

TROIS ORGANISATIONS FONDATRICES

> MOUVEMENT EMMAÛS INTERNATIONAL



Les migrations sont un phénomène structurel et structurant des relations internationales. Dans sa lutte contre les causes de la misère, le Mouvement Emmaüs et ses groupes membres ont développé, comme valeurs, l'accueil inconditionnel, le service aux plus souffrants, ainsi que l'implication des exclus comme acteurs du changement et de la solidarité. Au contact des populations les plus discriminées, les associations Emmaüs, présentes dans trente-sept pays, sont directement confrontées à la question des migrations. Recevant sans condition les plus exclus elles ont ainsi naturellement ouvert leurs portes à une proportion significative de migrants.

> FONDATION FRANCE LIBERTÉS



Créée en 1986 par Danielle Mitterrand, la Fondation France Libertés est reconnue d'utilité publique, et dotée du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. L'objectif de France Libertés est de construire un monde plus juste et plus solidaire dans lequel chacun puisse exercer sa liberté dans le respect de l'autre. Pour remplir cet objectif, France Libertés a pour mission de défendre les droits de l'homme.

France Libertés agit en soutenant des projets d'associations ou des groupes de citoyens qui favorisent des pratiques démocratiques répondant aux vœux de la population, aux critères de parité, de justice et de respect des droits humains.

> MOUVEMENT UTOPIA



Une autre manière d'imaginer, de penser et de faire de la politique est possible. Il existe d'autres perspectives que la résignation et la soumission au modèle actuel.

Pour Utopia, il ne s'agit pas de corriger à la marge le système capitaliste, qui accentue les inégalités et détruit la planète. L'enjeu est de construire un projet politique permettant à chacun de se réaliser individuellement et collectivement.

Le droit à la migration est un droit fondamental. Les flux migratoires sont avant tout un facteur d'enrichissement culturel, social et économique des pays d'accueil et, par les échanges qu'ils autorisent, un facteur de développement pour les pays d'origine.

DEUX INITIATIVES PORTEES PAR L'OCU

➤ Une initiative internationale symbolique porteuse de sens : le Passeport de Citoyenneté Universelle



Ce passeport sera **délivré par l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle**. L'O.C.U sera composée des États qui reconnaissent la validité du passeport à leur frontière, ainsi que des organisations et citoyens qui s'engagent en faveur d'une citoyenneté universelle.

Les États qui reconnaissent la validité du Passeport de Citoyenneté Universelle permettent à leurs détenteurs de franchir leur frontière sans visas et de s'installer librement sur leur territoire. Le Passeport est un document de voyage. Il n'est pas une pièce d'identité.

Dans un premier temps, en 2013, **100 Passeports de Citoyenneté Universelle ont été remis à des personnalités** (intellectuels, politiques, artistes...) issues de tous les continents, qui défendent la liberté de circulation et d'installation. L'augmentation du nombre de passeports délivrés ne pourra se faire qu'avec l'accord des États.

Proposition centrale du Forum Social Mondial de Dakar de 2011, le Passeport de Citoyenneté Universelle est devenu ainsi avec le soutien de la société civile au plan international, un symbole de la promotion de la liberté de circulation et d'installation.

➤ L'obtention d'une conférence des Nations-Unies sur la liberté mondiale de circulation et d'installation

A l'instar de ce qu'elle produit déjà dans certains ensembles géographiques de la planète où elle est mise en oeuvre, la liberté de circulation et d'installation est une perspective à même de contribuer à la paix, à un développement équilibré et soutenable, ainsi qu'à la justice politique, sociale et économique.

Comme elles l'ont fait pour la question de l'environnement, de la pauvreté, du développement ou de l'habitat, nous en appelons aux Nations-Unies, seule organisation à même de réunir autour de cet enjeu crucial pour des centaines de millions d'êtres humains, tous les acteurs politiques, économiques, sociaux et scientifiques internationaux concernés. Nous sommes conscients que, pour se réaliser, la mise en oeuvre progressive de la liberté mondiale de circulation et d'installation ne pourra s'affranchir d'un débat large et approfondi, qu'il lui faudra surmonter de nombreux obstacles. Nous pensons qu'il est donc urgent d'engager une concertation internationale, dans un contexte d'échanges mondiaux et où s'accroissent des phénomènes climatiques, qui accroissent les mobilités humaines.

Il est essentiel de solliciter les Nations-Unies pour demander solennellement d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, une proposition de Conférence internationale sur la question de la liberté de circulation et d'installation des personnes, en référence à l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

23 MAI 2013 : LANCEMENT OFFICIEL DE L'O.C.U À L'UNESCO

Plus de 400 personnes se sont réunies à l'UNESCO, le Jeudi 23 Mai 2013, pour accompagner les premiers pas officiels de l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle.

Les fondateurs de l'O.C.U. (Emmaüs International, la Fondation France Libertés et le Mouvement Utopia) étaient entourés de grands témoins parmi lesquels **Christiane Hessel** (épouse de Stéphane Hessel), **Taslima Nasreen**, **Anne Hidalgo**, **Carlos Jativa**, **Riccardo Petrella**, **Albert Tévoedjré**, **Tiken Jah Fakoly**, **Adolfo Kaminsky**, **Florence Arthaud**, **Oliviero Toscani**, **Reza Deghati**, **Rona Hartner**... - pour affirmer que, dans un contexte de mondialisation et de mobilité croissante, la liberté de circulation et d'installation des personnes est le seul horizon crédible et réaliste pour répondre aux aspirations de développement portées par l'humanité.


Le constat fut fait de l'échec des politiques de restriction des migrations et de leur inefficacité pour répondre aux demandes de protection comme aux besoins sociaux, économiques, culturels ou environnementaux. Les exemples de dispositions constitutionnelles favorables à l'accueil et à l'hospitalité, l'existence d'espaces géographiques constitués autour de la liberté de circulation montrent déjà la voie à suivre et que l'on s'efforcera d'encourager. La remise solennelle de Passeports de Citoyenneté Universelle à quelques dizaines de migrant-e-s et personnalités engagées est venue confirmer que le combat pour l'exercice effectif de la liberté de circulation et d'installation à l'échelle mondiale et pour la citoyenneté universelle ne fait que commencer.







DEBATS ET
TEMOI-
GNAGES



Mesdames et Messieurs, chers Amis,

En votre nom à tous je me permets tout d'abord de remercier les responsables de l'UNESCO, qui accueillent notre assemblée ainsi que les idées et l'espérance que nous portons aujourd'hui. J'y associe la Délégation permanente et la Commission Française pour l'UNESCO qui ont soutenu cet évènement et lui apportent leur patronage. Je souhaite également remercier les équipes combattives de la jeune Organisation pour la Citoyenneté Universelle que je préside, pour la préparation de cette journée du 23 Mai. L'O.C.U a été fondée conjointement par Emmaüs International, la Fondation France Libertés et le Mouvement Utopia afin de réunir expérience et engagement en faveur des droits fondamentaux. Enfin, je vous remercie tous d'avoir accepté notre invitation.

➤ Pourquoi cette journée internationale ?

Partisans d'une **citoyenneté universelle** (ID), nous pensons que notre place doit naturellement et avant tout être dans le débat public, aux côtés des acteurs de la société, dont la diversité renforce la pertinence et la légitimité. Le panel réuni pour cette après-midi en témoigne: migrants, militants des droits de l'Homme, responsables associatifs et politiques, représentants des Etats....

Nous avons surtout une ambition forte: témoigner du sort inacceptable fait aux migrants aujourd'hui dans le monde, de l'aveuglement et de la fermeture d'esprit sur tout ce qui touche à la réalité des migrations. Notre défi est de sortir la liberté de circulation des personnes de l'ostracisme dont elle fait l'objet depuis des décennies!

La présence comme l'action de notre organisation sont de dimension internationale, ce qui signifie que nos observations et nos revendications sont issues de l'expérience, loin des présupposés idéologiques qui dominent le débat actuellement. La croissance des phénomènes migratoires est un fait et un marqueur de la mondialisation que l'on ne peut plus faire semblant d'ignorer. Ses effets positifs, économiques, démographiques, culturels ou sociaux ne peuvent plus être contestés ou minimisés. L'échec des politiques de contention, parfois de déportation, est patent et leurs conséquences dramatiques: elles sont sources de mort et de vulnérabilité extrême. La négation des droits et les entorses aux conventions internationales sont devenues insupportables. L'injustice d'une mobilité réservée aux plus riches et interdite aux plus pauvres n'est plus à démontrer. Tout cela doit cesser!

Le temps est venu pour chacun de pouvoir vivre l'ouverture au monde, universellement prônée, mais souffrant d'une exception injustifiable s'agissant des migrations. Reconnue par la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948** (ID) dans son article 13, la liberté de circulation des personnes est le fondement sur lequel l'humanité pourra sortir des impasses actuelles, c'est-à-dire:

- Sortir du cadre étroit et inadapté des souverainetés nationales pour avancer vers une gouvernance mondiale en matière de migrations,
- Développer progressivement des capacités de régulation dans un contexte définitivement mondialisé,
- Adapter, ratifier et appliquer le droit international régissant les mobilités.

C'est donc pour réaffirmer la primauté de l'hospitalité et de l'asile, installer une approche dépassionnée et une vision constructive des migrations que nous distribuerons aujourd'hui les premiers passeports de citoyenneté universelle, symboles pour demain, et demanderons solennellement aux Nations Unies de mettre l'**article 13 de la Déclaration Universelle** (ID) à l'ordre du jour de l'agenda International!



JEAN ROUSSEAU
Président de l'Organisation
pour une Citoyenneté Universelle.

> > < √ > ∟ √ < > > < √ > ∟ √ <
CITOYENNETÉ UNIVERSELLE :

Le concept de citoyenneté universelle est entendu par l'O.C.U. comme la construction d'un nouvel espace politique et démocratique mondial. Il s'agit donc de constituer un socle minimum commun de droits fondamentaux pour tous les citoyens du monde et non d'imposer au monde une uniformisation culturelle et sociale. Chaque citoyen devrait pouvoir participer, là où il se trouve, à la vie démocratique mondiale et à la construction du monde dans lequel nous vivons tous. Nous pensons que c'est en garantissant ce socle commun de droits fondamentaux pour tous les êtres humains que nous pourrions permettre l'expression des différences culturelles et les confrontations d'idées d'égal à égal qui rendront ces différences fructueuses.



DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DE 1948

Le 10 décembre 1948, les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris au Palais de Chaillot. Ce document fondateur continue d'être, pour chacun d'entre nous, une source d'inspiration, pour promouvoir l'exercice universel des droits de l'homme.

« On entend par droits de l'homme un ensemble de droits essentiels à notre existence comme êtres humains. Sans ces droits, nous ne pouvons pas cultiver ni exercer pleinement nos qualités humaines, notre intelligence, notre talent et notre spiritualité.

En adoptant la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, les Nations Unies ont fixé une norme commune pour tous les pays. Avec elle, les États se sont engagés à faire en sorte que tous les êtres humains, les riches comme les pauvres, les forts comme les faibles, les hommes comme les femmes, quelles que soient leur race et leur religion, soient traités sur un même pied d'égalité.

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.

Tout individu a droit à: la vie, la liberté et la sûreté de sa personne; la liberté d'expression; ne pas être tenu en esclavage; un procès équitable; l'égalité devant la loi; la liberté de circulation; une nationalité; se marier et fonder une famille; un travail; un salaire égal pour un travail égal.

Si la Déclaration ne fait pas partie du droit international dit « contraignant » (c'est-à-dire d'application obligatoire), elle a une autorité morale considérable en raison du nombre élevé de pays qui l'ont acceptée. »



[Consulter en ligne la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948](#)

ARTICLE 13 DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DE 1948

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.



ANGELA
MELO

« **Au nom de l'UNESCO, j'ai le plaisir de vous accueillir à son siège pour le lancement de votre Journée internationale.** »

Je suis très heureuse de vous accueillir dans cette maison de l'**UNESCO** (ID). Je suis assez impressionnée par le nombre de participants, des hommes et des femmes, des jeunes, des artistes.

Au nom de l'UNESCO, j'ai le plaisir de vous accueillir à son siège pour le lancement de votre Journée internationale. En regardant autour de moi dans cette salle, je vois des femmes et des hommes expérimentés, inspirés et fortement engagés à promouvoir les actions visant à éliminer la détresse, la misère, l'exclusion et la pauvreté qui touchent les plus vulnérables et les plus exclus de nos sociétés. Le mouvement Emmaüs lutte depuis 2007 pour la reconnaissance des droits des migrants.

Les migrants, les migrations internationales ne cessent de croître à la fois comme conséquences et comme moteur de la mondialisation, qui est de nature à transformer le cadre de la citoyenneté en s'inscrivant dans une dynamique de la mobilité. Le progrès de la globalisation peut transformer la migration en un projet individuel aboutissant à la réussite et en impliquant plus de sacrifices limités dans le temps, tel que le transfert de revenus à la famille, les investissements effectués dans les pays d'origine. [...]

Les objectifs généraux du **programme de l'UNESCO sur les migrations internationales** (ID) consistent à promouvoir le respect des droits des migrants et à contribuer à leur intégration au sein des sociétés, à promouvoir la valeur et le respect de la tolérance et de la diversité dans les sociétés multicultur-

elles et à améliorer l'équilibre entre les politiques favorisant la diversité et les politiques favorisant l'intégration sociale.

L'UNESCO est également membre du **Groupe mondial sur les migrations** (ID) qui rassemble seize organisations internationales, travaillant ensemble sur les questions liées aux migrations internationales.

Malgré les progrès réalisés pour mettre fin à toutes les formes de discriminations, les abus contre les migrants, le déni des droits humains et l'exclusion sociale se poursuivent, et dans certains cas augmentent. L'intégration sociale des migrants et de leurs familles peut non seulement conduire à la création d'emplois stables et décents mais également à la promotion du développement de leurs capacités en vue de lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la privation.

Puisque les migrants restent une population plus vulnérable que les autres dans la société, un texte normatif contraignant a été élaboré : la Convention de l'ONU sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, ayant pour objectif de protéger les travailleurs migrants, une population particulièrement vulnérable, contre l'exploitation et la violation de leurs droits humains.



UNESCO : ORGANISATION DES NATIONS-UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

EN
SAVOIR
+

[Consulter le site de l'Unesco](#)

EN
SAVOIR
+

[Découvrez l'engagement
de l'Unesco sur les migrations internationales](#)



ANGELA MELO
Directrice de la Division de l'inclusion sociale
et de la jeunesse dans le Secteur des sciences
sociales et humaines à l'UNESCO.



Pour plus d'informations
sur le Secteur des sciences sociales
et humaines à l'UNESCO, consulter le site.

> > < ✓ >

GROUPE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS

Le Groupe mondial sur la migration (GMG) est un groupe qui réunit les directeurs d'agences onusiennes afin de favoriser le plus largement possible, au niveau régional ou international, l'application de toutes les normes et de tous les moyens relatifs aux problèmes de migration. Le groupe encourage aussi l'adoption d'approches plus cohérentes, plus complètes et mieux coordonnées des migrations internationales. L'un des soucis majeurs du GMG concerne l'efficacité globale de ses membres et de ses partenaires qui doit être sans cesse améliorée afin de répondre concrètement aux enjeux et aux besoins des nouvelles migrations internationales.



Plus d'informations sur les enjeux actuels du GMG
et le travail entrepris par chaque membre sur la question
des migrations internationales :



Consulter le site officiel (uniquement en anglais)



La migration s'accompagne également de discriminations fondées sur le genre. Les femmes, comme les hommes, émigrent pour de nombreuses raisons et suivent des trajectoires très diverses. Toutefois, les obstacles et les dangers induits pour les migrants sont souvent différents pour les femmes. Elles se heurtent à des sources d'insécurité supplémentaires, en raison des inégalités auxquelles elles sont soumises en tant que femmes dans leur situation économique, sociale et politique. Les femmes migrantes sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, à la discrimination et aux abus, et de plus en plus à l'industrie du sexe. L'UNESCO a développé des activités en Chine et en Inde visant à combattre la violence à l'égard des migrantes, cherchant à faire respecter leurs droits et à faciliter leur inclusion dans la société.

L'inclusion sociale, en particulier des groupes défavorisés, est aussi l'un des termes prioritaires du programme de l'UNESCO qui s'appelle « gestion des transformations sociales », le MOST [Management Of Social Transformation], dont l'objectif principal est de transmettre les résultats de la recherche en sciences sociales et les données pertinentes aux décideurs politiques. Le **programme MOST** (ID) est le seul programme de l'UNESCO à favoriser et à promouvoir la recherche en sciences sociales, occupant une position clé en vue de servir les objectifs généraux de l'organisation.

L'UNESCO publie aussi, en collaboration avec l'**Institut Max Planck** (ID) en Allemagne, la **revue scientifique et professionnelle Diversities** (ID), en vue de fournir une plate-forme pour la recherche internationale et interdisciplinaire liée à la politique des sciences sociales dans le domaine des migrations, des politiques

multiculturelles et des droits humains. Le prochain numéro portera sur les résultats de la migration féminine.

Au cours des quinze dernières années, la globalisation a grandement transformé le paysage des relations internationales. Elle a certes accéléré la croissance économique et renforcé les relations entre les pays mais a également aggravé l'injustice, l'inégalité, l'exclusion, menaçant la réalisation de l'agenda le plus important actuellement, les **Objectifs du Millénaire pour le développement** (ID). Nous devons reconnaître et promouvoir la diversité comme un atout et donner aux migrants l'accès au savoir pour connaître leurs droits fondamentaux, leur donner une citoyenneté, valoriser leurs cultures, traditions et langues.

Il est donc essentiel d'inscrire la question des migrations, tant internationales que nationales sur l'agenda de développement post-2015.

La force unique de l'UNESCO est de pouvoir conseiller, aider ou appuyer les États à agir sur tous ces fronts de manière intégrée, grâce à son large mandat, à son savoir en matière d'éducation, de sciences, de culture et de communication, qui sont des domaines inséparables. L'UNESCO se veut efficace sur trois plans: premièrement, l'UNESCO veut lutter pour que les migrations qui ont lieu soient réussies, veillant à l'application des droits fondamentaux, au renforcement de la cohésion, et à l'inclusion sociale, en luttant contre le repli identitaire, le racisme, les préjugés et les inégalités. Deuxièmement, l'UNESCO promeut les transformations sociales porteuses de valeurs universelles et de justice, de liberté et de dignité humaine. Troisièmement, l'UNESCO développe des outils permettant l'évaluation de l'inclusivité des politiques publiques, dans le but de soutenir les efforts des gouvernements, pour faire en sorte que tous les citoyens, femmes et hommes, soient entendus, engagés et inclus dans toutes les questions qui affectent leur vie.

Je vous remercie de votre attention. Je vous souhaite un très bon travail.

« La force unique de l'UNESCO est de pouvoir conseiller, aider ou appuyer les États à agir ... »





MOST

PROGRAMME POUR LA GESTION DES TRANSFORMATIONS SOCIALES

« L'objectif principal du programme MOST est de transmettre les résultats de la recherche en sciences sociales et les données pertinentes aux décideurs politiques et autres acteurs intéressés. MOST centre ses activités sur la production de liens efficaces entre la recherche, le politique et la pratique, afin de favoriser une culture politique fondée sur des bases empiriques - au niveau national, régional et international. En tant que seul programme de l'UNESCO à favoriser et à promouvoir la recherche en sciences sociales, MOST occupe une position clé pour servir les objectifs généraux de l'Organisation. »



INSTITUT MAX PLANCK

Institut Max Planck pour l'étude de la diversité religieuse et ethnique, qui fait partie de la société Max-Planck pour le développement de la science, est un organisme de recherche indépendant à but non lucratif. L'Institut se consacre à l'étude pluridisciplinaire de la diversité dans les sociétés historiques et contemporaines, en particulier en ce qui concerne les formes et les dynamiques ethniques et religieuses. Un tel travail implique des recherches empiriques de base visant le développement théorique.



[Consulter le site officiel en anglais](#)

DIVERSITIES

Diversities est une revue scientifique et professionnelle internationale, publiée conjointement par le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO et par l'Institut Max Planck pour l'étude de la diversité ethnique et religieuse. Elle est destinée à fournir une plate-forme pour la recherche internationale, interdisciplinaire et liée à la politique des sciences sociales dans les domaines de la diversité, la migration, les politiques multiculturelles et les droits humains.



[Consulter la revue en ligne \(uniquement en anglais\)](#)

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), sont huit objectifs adoptés en 2000 à New York par 193 États membres de l'ONU, et des organisations internationales, qui doivent être atteints pour 2015 et qui sont : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre les maladies, assurer un environnement humain durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement.



C'est toujours délicat de faire des discours d'introduction sans tomber dans ce que j'appelle la boîte à outils du discours tout prêt, le kit qu'on sort dans toutes les circonstances, puisqu'on est assez souvent amenés à faire ce type d'intervention.

Aujourd'hui, j'ai rencontré beaucoup moins de difficultés, tout simplement parce que les organisateurs de cette manifestation sont porteurs de valeurs et d'idéaux qui sont les miens. C'était donc beaucoup plus facile à écrire et certainement pas en utilisant une boîte à outils. [...]

On pourrait s'interroger: « qu'est-ce que vous avez repéré dans cette initiative, finalement, qui s'inscrit de façon si évidente dans les priorités de l'UNESCO? ».

Je me contenterai de rappeler le mandat premier de l'UNESCO, qui est l'édification des défenses de la paix. L'idée, je ne parle pas encore d'utopie, d'une citoyenneté universelle, ce n'est pas la quête d'une identité commune [...] mais je pense qu'il faut plutôt parler de la construction d'un système de valeurs universelles. Et quelle meilleure place que l'UNESCO pour parler de valeurs universelles?

C'est en éduquant les plus jeunes que nous arriverons à construire un système de valeurs universelles. Dans les actions de l'UNESCO, que vous connaissez tous très bien et qu'on ne lierait pas forcément au thème de la citoyenneté universelle, nous retrouvons l'idée d'une construction d'un système de valeurs universelles. Vous connaissez tous le patrimoine mondial. Quand on fait

un micro-trottoir en France sur « qu'est-ce que l'UNESCO? », on répond systématiquement « patrimoine mondial ».

Je citerai simplement un exemple, celui des **bouddhas géants de Bamiyan** (ID), qui à la fin des années 1990 ont été malheureusement détruits. Avant la destruction, les menaces qui pesaient sur ce site ont fait l'objet de différents reportages dans les journaux télévisés et peu à peu, nous nous sommes tous sentis concernés par le sort de ces bouddhas géants. Et le jour où ils ont été détruits, nous nous sommes tous sentis dépossédés d'une part de nous-mêmes, bien que nous n'ayons aucune histoire, aucune culture – en tout cas pour la plupart d'entre nous – réellement liée à l'existence de ces bouddhas géants. Et ce jour là, j'ai compris que la **convention sur le patrimoine mondial** (ID), n'était certainement pas faite pour élaborer ce que j'appelle une liste des courses, mais certainement pour inscrire dans l'imaginaire collectif l'idée que les valeurs universelles et le patrimoine mondial, c'est une manière de dire

qu'une part de nous même existe un petit peu partout dans le monde.

J'étais dans la même salle la semaine dernière, avec des jeunes du réseau de l'**Agence pour l'enseignement du Français à l'étranger** (ID). C'est une agence qui regroupe quatre cent quatre-vingt lycées répartis dans cent trente pays. Ce réseau, que je connais assez bien pour y avoir exercé dans une vie antérieure, présente de multiples particularités, mais une me semble essentielle: c'est l'absence quasi-totale de violence dans les cours d'école. Cela peut paraître surprenant, mais même dans les lieux où les tensions sont les plus vives, même dans les pays où il peut y avoir des conflits, la population d'élèves, qui recouvre suivant les États de quinze à soixante nationalités différentes, donc de cultures différentes, d'identités différentes, presque par nature, et presque par réflexe, considère que pour vivre ensemble, le mieux c'est d'être non-violent.

« Et quelle meilleure place que l'UNESCO pour parler de valeurs universelles? »



WILLIAM FABVRE
Secrétaire général de la Commission nationale
Française pour l'UNESCO (CFU)



[Pour plus d'informations sur la CFU](#)



BOUDDHAS
GÉANTS DE BÂMIYÂN



CONVENTION SUR LE
PATRIMOINE MONDIAL



[Consulter la Convention en ligne](#)

On arriverait presque à la conclusion, lorsqu'on observe le fonctionnement de ce réseau, que les jeunes auraient parfois beaucoup plus de choses à nous apprendre que nous, adultes, pourrions leur transmettre. C'est un avis très personnel. Cet événement de la semaine dernière était un concours d'éloquence autour d'une thématique générale qui avait trait à l'égalité entre les genres, mais dont le sujet du débat final était « la citoyenneté est-elle sexuée ou universelle? ». [...]

Tout le monde est intervenu et finalement, la meilleure conclusion est venue d'un jeune homme de neuf ans qui venait du Portugal et qui m'a dit « les lois quand elles existent elles sont bien faites, hein, c'est les hommes qui savent pas s'en servir ». Puis je leur ai fait une petite présentation de l'UNESCO, de ses actions, des actions des membres de la famille UNESCO, et une jeune fille qui venait de Corée du Sud, douze ans, je crois, m'a interpellé et m'a dit « Mais, Monsieur, la paix durable, c'est une utopie. Alors comment ça se fait qu'à votre âge, vous y croyez encore? ». Je suis encore un enfant, je resterai un enfant toute ma vie.

Alors, vous aurez remarqué comme moi, quand on s'adresse à vous en utilisant le morceau de phrase « à votre âge », vous en arrivez très vite à la conclusion soit que vous êtes encore trop jeune, soit que vous êtes déjà trop vieux. Très objectivement, j'ai choisi la première. Bien évidemment.

Il n'empêche que cette jeune fille a réussi un exploit, pour moi qui suis si bavard, c'est de me couper le sifflet, comme le dit l'expression populaire, et je vous avoue que c'est un réel exploit. Alors, quand nous sommes coincés dans les cordes, face à ce type de remarque, il existe un outil, dont les adultes se servent, parfois bien hypocritement, et j'avoue que j'ai eu recours à cet outil cette fois-ci, c'est de faire appel aux grandes citations, presque incontestables, et je me suis référé à Nelson Mandela qui disait « tout est impossible, jusqu'au jour où on le réalise ». Cette jeune fille est venue me voir après pour me dire « Mais finalement Monsieur, vous m'avez convaincue en parlant de Mandela », et je me suis rendu compte que, nous tous adultes, en général, les éducateurs, les parents en particulier, nous avons une mission vis-à-vis

de ces jeunes, c'est une mission de transmission, alors on transmet des savoirs, on transmet des valeurs, et je crois sincèrement qu'il ne faudrait jamais oublier de leur transmettre aussi nos utopies.

Alors permettez-moi de vous dire, pour cette journée de lancement, que j'ose espérer qu'à la fin de la journée, vous aurez su nous transmettre vos rêves, vos espérances, et pour tout dire, vos utopies.

« **On transmet des savoirs, on transmet des valeurs, et je crois sincèrement qu'il ne faudrait jamais oublier de leur transmettre aussi nos utopies.** »

ADOLFO ET SARAH KAMINSKY

Je suis très touché de recevoir un passeport, j'en ai tellement fait! Ce passeport est très bien donc je peux arrêter d'en faire.

Les sans papiers, il ne leur faut pas des faux papiers, on ne fait pas une vie avec des faux papiers, il faut des vrais papiers. Alors peut être que ce passeport universel est le papier qui va régler cette situation car sans papiers on vit dans la peur, on ne cotise pas, on n'a pas de retraite, c'est de l'esclavage moderne. Je rêve toujours d'un monde meilleur un monde où plus personne n'aurait besoin d'un faussaire.

« Adolfo Kaminsky,
une vie de faussaire »

« Je rêve toujours d'un monde meilleur un monde où plus personne n'aurait besoin d'un faussaire. »



ADOLFO KAMINSKY est un résistant né en Argentine le 1er octobre 1925 de parents juifs russes, spécialisé dans la fabrication de faux papiers d'identité pendant trente ans en s'interdisant toujours d'être payé. Il rentre dans la résistance à l'âge de 17 ans dans un laboratoire clandestin à Paris, après avoir été libéré, avec sa famille, du camp d'internement de Drancy grâce à l'intervention du consulat argentin. Tout au long de la guerre il fabrique des faux papiers d'identités permettant à des milliers de juifs d'échapper aux persécutions et à la déportation.

Après la libération de Paris, il mettra son savoir-faire au service d'autres peuples et d'autres causes -il vient en aide au mouvement de libération des pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, il soutient les antis franquistes ou encore il fait des faux papiers pour les déserteurs américains refusant de participer à la guerre du Viet-Nâm- et ce jusqu'en 1971.

Sa fille Sarah Kaminsky, écrivain et comédienne, retrace la vie de son père dans un livre intitulé *Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire*.

Je suis particulièrement heureuse et fière d'être ici en tant qu'adjointe du maire de Paris et je voudrais vous remercier d'avoir choisi Paris, non seulement parce qu'il y a l'UNESCO, mais aussi parce que Paris est une ville, qui de ce point de vue, a aussi écrit son histoire avec cette ouverture sur le monde, et c'est un joli symbole de se retrouver ici pour parler de cette citoyenneté universelle.

Lorsque je discute avec mon ami Federico Mayor Zaragoza, il me dit: « Paris est une des rares villes au monde qui peut parler au monde parce que son histoire le lui permet. » Et cette Histoire c'est l'histoire des lumières, des révolutions, de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 qui a été proclamée ici dans cette ville. Et cette histoire pour moi ne peut pas être simplement quelque chose qui s'écrit. C'est quelque chose qui se vit et qui doit continuer à se vivre au jour le jour. Et je me sens, en tant qu'élue parisienne, héritière de cette histoire. Cette histoire nous oblige. Nous sommes dans une ville qui effectivement a vu cette pensée universelle, a vu des droits universels se développer. D'ici, sont partis aussi beaucoup de conquêtes, beaucoup de mouvements partout dans le monde pour soutenir ces droits, cette dignité humaine, et aujourd'hui ce droit à cette citoyenneté universelle. C'est une ville qui nous oblige de par son histoire à être particulièrement exigeants. Aujourd'hui Paris est une ville qui s'inscrit pleinement dans la mondialisation qui se développe sur les questions de marchandises, de biens mais qui effectivement sur la question de la circulation des personnes est beaucoup plus à la traîne. Comme si cette citoyenneté universelle, que beaucoup d'entre nous revendiquent, était quelque chose d'impropre à l'état du monde. Je pense au contraire que cette citoyenneté universelle s'inscrit pleinement dans ce moment que nous vivons, la mondialisation.

Les crises à travers la planète font subir beaucoup de désastres humains et écologiques à l'ensemble de l'humanité. Je crois que cette situation nous oblige justement à regarder cette question de la citoyenneté universelle sous un regard nouveau. A Paris plus de 300 000 Parisiens sur 1 300 000 ont un passeport étranger, sans compter ceux qui comme moi ont la double nationalité, car mon histoire est celle de ces migrations. Paris est un lieu de mixité, de mélange, une cité cosmopolite. Je suis extrêmement attachée à ce que l'on reconnaisse la force de cette pollinisation qui est liée à ces migrations. C'est une force pour tous les pays, c'est une force pour Paris que d'être une ville cosmopolite ouverte au monde. Cette ville a été créée et a été le lieu du mélange des influences. Paris s'est construite ainsi et cette culture, cette identité que nous avons ici dans cette capitale de la France, dans cette ville monde, est issue du mélange de ces influences: les influences intellectuelles, culturelles, artistiques, politiques mais aussi les influences de celles et ceux qui sont venus car ils étaient obligés de venir pour travailler ou parce qu'ils devaient fuir leur pays pour des raisons politiques.

Il faut reconnaître cette histoire là parce que Paris ne serait pas ce qu'elle est, notre pays ne serait pas ce qu'il est, s'il n'y avait pas eu ces influences croisées qui ont permis de donner de la force à ce que nous sommes ensemble. Et cet héritage de Paris, de cette ville lumière me paraît extrêmement important et je suis heureuse qu'aujourd'hui pour lancer cette initiative vous ayez choisi ce lieu. Ce que je veux vous dire pour conclure c'est que cet héritage vous oblige, et m'oblige en tant qu'élue aujourd'hui d'une **ville monde** (ID). Je sais combien il est important de dialoguer avec les autres villes mondes, je sais qu'une partie des relations internationales se joue bien évidemment à travers les États et dans les institutions internationales pour lesquelles j'ai le plus grand respect. Mais je sais aussi que se produit un mouvement de dialogue direct avec les grandes métropoles. Aujourd'hui je dialogue, je travaille avec les élus de Dakar, de New-York, de Londres, de New-Delhi, de beaucoup d'autres pays du monde, de beau-

« **A Paris plus de 300 000 Parisiens sur 1 300 000 ont un passeport étranger.** »



ANNE HIDALGO

Anne Hidalgo est Première adjointe à la Mairie de Paris depuis 2001 et candidate aux élections municipales de 2014 à Paris. Née en 1959 en Andalousie, cette femme politique française, arrive en France en 1961 et obtient en 1974, à l'âge de 14 ans, la double nationalité.

EN
SAVOIR
+

[Consulter le site officiel d'Anne Hidalgo](#)



VILLE MONDE

Une ville mondiale, ville globale ou ville Monde sont différentes appellations pour désigner une ville qui exerce des fonctions stratégiques à l'échelle mondiale, un centre qui organise des flux et s'inscrit dans des réseaux, un pôle de commandement dans la mondialisation.

coup d'autres métropoles mondiales. Je suis convaincue que les grandes métropoles mondiales ont aussi un rôle particulier à jouer dans cette mobilisation qui nous engage aujourd'hui. Nous avons un rôle particulier à jouer parce que dans nos grandes villes mondes les caractéristiques communes sont là. Nous avons des sociétés cosmopolites, nous attirons les talents, nous attirons aussi les personnes qui viennent, parce que, en grande pauvreté elles viennent chercher un avenir pour elles et pour leurs enfants sur nos territoires. Et cette situation particulière que nous connaissons, nous les grandes villes mondes, nous oblige peut être aussi à proposer et à être des acteurs particulièrement engagés dans cette citoyenneté universelle. Pour ma part, j'ai commencé à en parler avec des maires de grandes villes pour proposer que nous puissions, un peu comme cela existe dans un autre registre, par exemple avec Erasmus au niveau européen qui permet aux étudiants de pouvoir aller étudier dans un autre pays, travailler à l'idée que cette citoyenneté mondiale puisse prendre forme aussi dans des actes concrets au-delà du passeport universel et des programmes que des grandes

villes mondes qui s'allieraient ensemble pourraient mettre en œuvre pour faire vivre ce concept de citoyenneté universelle. Et pour cela je viendrais bien sûr solliciter les conseils et les avis des ONG. Et bien sûr cette proposition s'adressera particulièrement aux jeunes, mais pas qu'aux jeunes étudiants, je pense qu'il faut ouvrir très largement ce type d'initiative à des jeunes qui sont dans des parcours très divers dans leur vie. Je voudrais apporter cette contribution aujourd'hui, vous dire qu'avec d'autres maires de grandes villes nous pourrions être aussi des espaces dans lesquels cette citoyenneté universelle que nous prônons puisse voir le jour concrètement et être expérimentée, mise en œuvre et déployée par les jeunes de nos pays. C'est une modeste contribution mais je souhaitais la faire devant vous ici et m'engager à la concrétiser si cette proposition recueille également votre assentiment. Merci et bons travaux à toutes et à tous.

« **C'est une force pour tous les pays, c'est une force pour Paris que d'être une ville cosmopolite ouverte au monde.** »



FLORENCE ARTHAUD

Merci beaucoup, je suis très fière de recevoir ce passeport de citoyenne du monde car je me suis toujours considérée, au fond de moi-même, comme une citoyenne du monde. Si j'ai choisi la mer c'est par besoin de liberté. Quand j'avais dix-huit ans je suis partie en mer parce qu'en mer on peut circuler librement, on largue les amarres, on est libre. Il n'y a pas de frontières, il n'y a qu'une race, c'est la race des marins et la seule règle qui existe c'est la règle de solidarité et d'entraide. J'aimerais tellement que cela puisse se passer ainsi sur Terre, ce serait formidable. Les marins ont toujours eu ce rêve utopique d'un monde sans frontière. Depuis la conquête des nouveaux continents, des nouveaux territoires, nous avons créé des frontières et déplacé des populations. Aujourd'hui il faut défaire tout cela et faire de la planète Terre une planète Mer, c'est-à-dire avec les mêmes règles qu'en mer. Bravo pour vos initiatives à toutes et tous.

« Aujourd'hui il faut défaire tout cela et faire de la planète Terre une planète Mer »



FLORENCE ARTHAUD

Grande navigatrice française surnommée la petite fiancée de l'Atlantique, née le 28 octobre 1957 affirme très jeune sa passion pour la mer et effectue sa première course transatlantique à l'âge de 17 ans. En août 1990, elle bat le record de la traversée de l'Atlantique Nord à la voile en solitaire et elle remporte quelques mois plus tard la quatrième édition de la Route du Rhum,

la plus célèbre course transatlantique, à la barre de son trimaran Pierre 1er. Florence Arthaud est la première femme à se faire une place dans le monde de la voile. Elle a ouvert la voie pour une nouvelle génération de femmes skipper dont font partie Catherine Chabaud, Isabelle Autissier ou Ellen Mc Arthur...

[...]

Ce jour qui nous rappelle Stéphane Hessel est un jour d'aveu de véritable pré-destination. Il y a deux ans en effet, jour pour jour, heure pour heure, le 23 mai 2011, non loin d'ici, au Palais d'Iéna, Stéphane Hessel me remettait, au nom du Président de la République française, les insignes de commandeur de la légion d'honneur avec des mots prophétiques qui sonnaient comme un mandat, une mission pour demain appuyée par un regard d'éternel accompagnement. Le 13 février 2013, le même Stéphane Hessel recevant les dirigeants d'une organisation non gouvernementale internationale conduite par la Présidente de l'Alliance Internationale pour les Objectifs du Millénaire (AIODM), délivrait un message prophétique que nous avons conservé et qui est un appel aux dirigeants de ce monde pour plus de responsabilités. Quelques jours avant son envol, lui qui avait participé à la rédaction de l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « *Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays* », avait accepté non seulement de participer à notre rencontre de ce jour, mais de recevoir comme un signe de victoire sur l'oubli et l'hypocrite indolence le premier passeport de citoyen universel.

Remercions donc profondément **Christiane Hessel** d'accepter de recevoir, en son nom, le précieux document qui lui est destiné. Et nous, debout, saluons respectueusement la présence silencieuse de Stéphane Hessel en ce haut lieu du souffle de l'esprit qu'est le Palais de l'Unesco.

[...]

« Il faut faire irruption dans l'histoire »

Cher Jean Rousseau, Président d'Emmaüs International,

C'est le 17 septembre 2012 que vous êtes venu à Porto-Novo me surprendre avec la proposition d'accepter de participer à l'aventure, que certains peuvent estimer « ambigüe », de lancer avec la Fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand et le Mouvement Utopia, la très audacieuse initiative de passeport de citoyenneté universelle.

La surprise pour moi fut énorme et depuis lors, j'ai profondément réfléchi. Ma pensée a été bousculée, ma conscience remuée et je suis entré en un profond silence... D'où je sors différent. Je sors différent de ce silence parce que votre démarche m'a conduit à modifier ou changer quelque chose dans mon propre parcours personnel pour mériter de devenir le citoyen universel que vous recherchiez en mon humble personne.

[...]

Personne ne nous invitera à entrer dans l'histoire. Il faut faire irruption dans l'histoire. Il faut oser. Et c'est ce que vous venez de montrer en prenant l'initiative, en faisant preuve d'audace, en étonnant le monde.

Regardez cette salle. Rarement un tel monde pour un événement organisé par des ONG, des citoyens libres ! Oui, nous l'avons appris, l'étonnement est le commencement de la science. Il est le point d'appui du soulèvement qui propulse l'action. Voilà ce qui m'a conduit à ce que j'appelle mon bouleversement intérieur...

Et en effet, le regard le plus complaisant sur notre Afrique aujourd'hui ne peut que le constater et le déplorer : Aucune vraie chance de développement digne de ce nom si triomphent le mimétisme suicidaire, l'argent scientifiquement et systématiquement pillé, sacralisé, déifié, impérieux, écraseur de toute conscience...partout ! Nul progrès permis si, délibérément, se trouve propagé sans vergogne le mépris de l'intelligence, de la découverte, du travail, et de



ALBERT TÉVOÉDJRÈ

De nationalité béninoise, a été Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI) de février 2003 à janvier 2005. Avant cette nomination, M. Tévoédjrè a assumé les fonctions de Coordonnateur du projet « Millénaire pour l'Afrique » qui a été lancé sous l'égide des Nations Unies, de juillet

1999 à janvier 2003. Il a également occupé plusieurs postes ministériels au Bénin. A 84 ans, l'actuel Médiateur de la République du Bénin en fonction depuis 2006 a décidé de quitter les affaires publiques pour se consacrer exclusivement à la solidarité humaine.

l'émulation; si règnent le refus de l'audace et une sorte de médiocrité recherchée par un système mafieux d'incompétence volontairement et sciemment promue. Nulle élévation humaine dans le désarroi des familles, dans la jouissance devenue reine et complice de chaque instant de vie, « source délicieuse en misères fécondes ». Nul équilibre social, si l'humain se livre lui-même au ravalement dans la machine ailleurs inventée et ailleurs maîtrisée au détriment de l'intelligence collective des créateurs associés.

[...]

Dans le Manifeste pour un autre chemin sous le titre: « Par-delà toutes frontières » [...] je me permets de désigner quelques obstacles à une vraie citoyenneté universelle. Et je trouve que l'obstacle principal, c'est la peur de l'autre. Oui, « *der maan hat einen grossen gheist und ist so klein von taten* ». Aujourd'hui, la peur de l'autre qui engendre le terrorisme, la guerre, c'est le refus du dialogue interreligieux et notamment le dialogue islamo-chrétien. Je mets l'accent sur la nécessité de briser les chaînes. Celles de l'intolérance.

Nul ne peut sérieusement contester que la paix dans notre monde aujourd'hui dépend non seulement d'une meilleure gestion des inégalités et de leurs tragiques conséquences mais presque également d'un dialogue interreligieux intelligemment conçu et sincèrement géré. Les conflits de tous genres qui s'étendent désormais à notre Afrique en toutes ses régions nous interpellent directement et ne peuvent se maîtriser que par l'engagement commun dans des causes communes.

Les récents développements de la situation au Mali confirment la nécessité d'agir également sur les esprits et les consciences, puisque « *c'est dans l'esprit des hommes que naît la guerre et que c'est dans leur esprit qu'il faut ériger les remparts de la paix* » (UNESCO). C'est en effet d'une politique intégrée de développement que toute la région du Sahel a désormais besoin. Les immenses ressources engagées depuis le début de l'intervention militaire dans ce pays, qui sont évidemment nécessaires, n'auraient-elles pas aussi permis le développement de projets intégrateurs porteurs de germes de paix durable? « *Seul le respect d'un code de l'amour empêchera le choc de l'affrontement* », lit-on dans un rapport relatif au sujet. C'est à édifier ce code de l'amour et à l'approfondir que nous devons nous atteler, filles et fils d'Abraham.

Le passeport de citoyenneté universelle n'est pas une chimère. Une expérience est en cours sous nos yeux ici même en Europe. L'article 17 du traité instituant la Communauté

européenne dispose: « *Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre.* » Une espérance a été exprimée en Afrique depuis **Kwame N'krumah** (ID). Evoquant le danger des guerres intestines liées aux frontières héritées de la colonisation, il indiquait à ses pairs: « *Tant que nous n'aurons pas réussi à mettre un terme à ce danger, par la compréhension mutuelle des questions fondamentales et par l'unité africaine qui rendra périmées et superflues les frontières actuelles, c'est en vain que nous aurons combattu pour l'indépendance. Seule l'unité africaine peut cicatriser cette plaie infectée des litiges frontaliers entre divers Etats...* ». Une vision est à notre portée et je suis heureux de la partager avec vous, en relisant ce qui peut être un véritable testament. Celui de **Stéphane Hessel** et je le cite textuellement:

« Le passeport de citoyenneté universelle n'est pas une chimère. »

« Naturellement, il y aura toujours des frontières, mais les frontières doivent servir à être dépassées, devenir des lieux de passage. Et si beaucoup de frontières deviennent autant de portes, alors peut-être que, avec les valeurs de justice et de tolérance que nous ferons passer à travers elles, nous arriverons à une « collectivité des sociétés humaines » qui serait d'accord sur ce qu'il est indispensable de mettre en œuvre. Et tout sera fait ensemble, tout simplement parce que pour chacun des membres de cette collectivité, il sera nécessaire et universellement reconnu que notre survie sur terre dépend de cette entente, et notre vie en sera plus belle ».

S'il fallait une confirmation. L' **Abbé Pierre** nous la donne. Je l'invoque donc :

*« Il faut aimer les portes
Car elles sont le lieu où nul ne reste
Le lieu par où l'on passe
Par où l'on part,
Par où s'en viennent toutes rencontres
Il faut hair les portes fermées
Fermées aux rencontres
Et fermées aux départs. »*

Tout cela nous prescrit, à nous que le destin a choisi pour exprimer nos dernières volontés et prononcer notre espérance définitive de forcer la voix. Avant nous d'ailleurs, tel un jeune poète rendant hommage à un ancien qui l'avait marqué en profondeur s'exclamait en franche admiration :

*« Quand de tes vers vibrants
La salle entière tremble
Les hommes ennemis pareillement émus
Frères par le frisson du beau qui les rassemble
Pleurant les mêmes pleurs
Ne se haïssent plus. »¹*

**Oui, vous tous, sœurs et « frères humains qui après nous vivrez » :
Aimez-vous donc, gardez ardente en vous votre soif de justice
et intact votre pouvoir de révolte
avec intelligence et courage
Aimez-vous en vérité ... et ... agissez !
Vous venez d'oser le premier pas.
Merci et bon vent !**

1 Poème de Sully Prudhomme rendant hommage à Corneille



KWAME N'KRUMAH

Kwame Nkrumah (21 septembre 1909 à Nkroful, Ghana - 27 avril 1972 à Bucarest, République socialiste de Roumanie) est un homme politique indépendantiste et panafricaniste ghanéen qui dirigea ce pays indépendant en tant que Premier ministre de 1957 à 1960, puis en tant que président de 1960 à 1966.

Je fais un rêve: le rêve qu'un jour on vive dans un beau monde où aucune personne ne sera opprimée. Je rêve d'un monde merveilleux où personne ne sera pauvre, personne ne souffrira d'inégalités et d'injustices, où personne ne sera opprimé à cause de son genre, son ethnicité, sa nationalité, sa langue, sa couleur, son idéologie ou son âge.

Je rêve d'un monde d'égalité où aucune femme ne sera la victime de trafic du sexe, d'attaques à l'acide, de viols, d'abus sexuels, d'esclavage sexuel, de lapidations, de centaines de différents types d'oppression pour le crime d'être née femme. Je rêve d'un monde tolérant où les êtres humains se respecteront les uns les autres, un respect qui ne laissera pas la place à la guerre, à l'effusion de sang où la violence. J'ai écrit pour faire de mon rêve une réalité, un monde éthique où l'humanité propèrera avec des humains pleins d'amour, pas des humains motivés par la haine.

Vous êtes européens, ils sont américains, nous sommes asiatiques! Allez! Nous sommes tous des grands singes Africains. C'est notre monde et nous partageons ce monde avec des milliards d'espèces. L'espèce humaine n'est pas une espèce dont on puisse être fiers. Il y a bien des espèces qui sont plus aimantes et affectueuses que les êtres humains. Nous les humains, nous continuons de détester et de tuer au nom des religions, des classes, des castes, des traditions, des cultures et des coutumes que nous avons créées.

Je suis contre les frontières nationales. Il n'y a qu'un monde. Si nous le voulons, nous pouvons faire du monde un endroit meilleur. Les humains sont les animaux les plus intelligents de la planète mais aussi les plus cruels. Nos

ancêtres ont exterminé toutes les autres espèces humaines y compris l'homme de Neandertal.

Nous divisons notre espèce humaine en plusieurs morceaux distincts. Nous nous séparons d'elle. Nous avons peur de nous-mêmes. Nous fabriquons des armes, même des armes nucléaires pour nous entretuer, pour entraîner l'extinction de notre espèce, pour détruire notre monde. Je ne sais pas combien de siècles l'espèce humaine pourra survivre avec la haine. Nous avons encore le temps de vivre et faire du monde un meilleur endroit en remplaçant la haine par l'amour et la compassion, en remplaçant l'ignorance et la bêtise par la connaissance et l'ouverture d'esprit, en remplaçant la religion et la superstition par la science, en remplaçant la foi irrationnelle et bornée par les esprits rationnels et logiques, en remplaçant la barbarie par l'humanisme.

Au Bangladesh, au début des années 90, des centaines de milliers d'islamistes ont brûlé mes livres publiquement, ont demandé que l'on me pendre, on a émis des fatwas contre moi, on a mis un prix sur ma tête. Le gouvernement, plutôt que de s'en prendre aux islamistes a décidé de me poursuivre pour blasphème. Finalement, j'ai été expulsée de mon pays. Mon crime était que j'ai dit qu'il était dangereux de suivre les textes religieux à la lettre dans le monde moderne. Non seulement le Coran, tous les textes religieux qui ne sont plus d'actualité. Et

ils sont tous contre les femmes.

Il est inquiétant que le mot athée soit considéré comme un mot ordurier et obscène au Bangladesh et que personne ne fasse quoi que ce soit en soutien de la liberté d'expression des athées. Ils devraient savoir que l'Islam ne devrait pas être exempt de cet examen critique qui s'applique aux autres religions aussi. Ils doivent comprendre dans leur esprit que l'Islam doit passer par

« **Je rêve d'un monde d'égalité où aucune femme ne sera la victime de trafic du sexe, d'attaques à l'acide, de viols, d'abus sexuels, d'esclavage sexuel, de lapidations...** »



TASLIMA NASREEN

Née en 1962 au Bangladesh, elle fait des études de médecine et devient gynécologue. Elle est parallèlement auteure de romans et d'essais dans lesquels elle défend fermement la laïcité et dénonce l'oppression de la femme par la religion et notamment par l'Islam.

En 1993, elle publie *La Honte* (Lajja), un livre contre l'oppression des femmes et les persécutions contre la minorité Hindou, ce qui

provoque une vive réaction dans son pays. Victime d'une Fatwa (un avis juridique donné par un spécialiste de loi islamique sur une question particulière) de mise à mort, elle est obligée de se réfugier dans la clandestinité et dans l'exil. Depuis plus de 19 ans, la clandestinité est devenue sa patrie.

un processus de développement semblable à celui qu'ont traversé les autres religions en remettant en question les aspects inhumains, injustes, non scientifiques des religions.

En ce monde, je n'ai aucun pays dont je puisse dire qu'il est le mien. Le pays où je suis née et ai grandi m'a abandonné. Cela fait déjà vingt ans que je n'ai pas le droit de retourner dans mon pays. Même quand ma mère était sur son lit de mort, le Gouvernement du Bangladesh m'a dit que je ne pouvais pas revenir. Quelques années plus tard, quand mon père était mourant, j'ai imploré, prié et pleuré pour être autorisée à aller le voir, ne serait-ce que pour deux jours. Le Gouvernement du Bangladesh a refusé de me laisser entrer dans le pays. Pendant dix ans, j'ai erré d'un pays européen à l'autre. J'ai cherché un foyer mais n'en ai pas trouvé. Je me sentais étrangère partout, étrangère dans le sens le plus pur du terme. Comme je savais que ce n'était pas possible, je voulais aller en Inde. Mais l'Inde a gardé ses portes fermées pendant six ans. Quand j'ai enfin eu la permission d'y rentrer, je n'ai pas perdu de temps. J'ai choisi l'état du Bengale Occidental comme nouveau foyer.

Mais quand j'ai été attaquée par des intégristes musulmans dans un état Indien, plutôt que s'en prendre aux intégristes, le gouvernement du Bengale Occidental s'en est pris à moi ! Le gouvernement m'a assignée à résidence pendant des mois. Non seulement ça mais on m'a demandé de quitter l'état, de préférence le pays à plusieurs reprises. Ensuite, un groupe de musulmans radicaux a organisé une manifestation violente contre le fait que je demeure en Inde. J'ai été expulsée du Bengale Occidental, l'état où j'avais résidé pendant

plusieurs années. Il est extraordinaire que rien n'ait été fait contre ceux qui s'étaient livrés à cette violence, qui avaient brûlé des véhicules dans les rues, qui avaient mis un prix sur ma tête. En fait, c'est la victime qui a été torturée !

Enfin, c'est le Gouvernement Indien qui m'a prise en charge. Une fois de plus, ils m'ont assignée à résidence. Pendant des mois mon existence a été inhumaine, malheureuse. Le Gouvernement Indien m'a poussée à quitter le pays. Mais où aurais-je pu aller ? Si j'avais pu rentrer au Bangladesh, je l'aurais fait. Je ne souhaitais pas choisir un pays occidental.

L'Inde qui se targue d'être la plus grande démocratie au monde, qui est un état soi disant démocratique, n'a pas pu m'abriter. Ils ne pouvaient pas protéger une personne dont la vie toute entière a été dévouée à la cause de l'humanisme laïc, une personne sans terre ni foyer qui considérait que l'Inde était son foyer et qui, comme écrivain

Bengalais, voulait vivre dans un environnement bengalais entourée de sa propre langue et culture. Était ce tant demander ?

Je suis Bengali, je n'ai pas le droit de vivre au Bangladesh ni au Bengale Occidental, les terres où vivent mes concitoyens. Non seulement je suis bannie des ces terres, je suis également interdite de résidence et sur liste noire. Les éditeurs n'osent pas publier mes livres et les rédacteurs en chef de journaux et magazines n'ont pas le courage de publier mes articles. Mon crime est de soutenir des idées et pensées qui sont différentes de la majorité conservatrice et étroite d'esprit, composée de fanatiques religieux, patriarcale et misogyne. Voici ma vie. Je suis condamnée à me sentir exclue partout. Je suis étrangère

« Je suis étrangère dans mon propre pays qui est le Bangladesh, une étrangère dans le pays voisin l'Inde et étrangère en Occident. »

dans mon propre pays qui est le Bangladesh, une étrangère dans le pays voisin l'Inde et étrangère en Occident.

Cela fait deux ans que je réside en Inde grâce à l'aide d'une personne laïque Madanjeet Sing, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO. Mais je pourrais être déportée à tout moment.

Je n'ai pas de foyer sauf dans les cœurs des gens qui s'opposent courageusement aux forces de l'obscurantisme et de l'ignorance. Ce sont eux mon vrai foyer. Les cœurs des personnes sont mon véritable foyer, mon refuge, mon havre de paix et mon abri. Il n'y a aucun endroit en ce monde dont je puisse dire que c'est mon foyer. Mais les personnes qui me soutiennent, qui compatissent à mon sort et expriment leur solidarité pour moi : ils sont mon foyer, mon pays. L'amour que je reçois des libres penseurs, des laïcs et des humanistes est mon foyer. L'amour que je reçois de vous est mon foyer.

Je ne regrette pas ce que j'ai écrit. Quoi qu'il arrive, je continuerai de lutter contre toutes les forces extrémistes, intégristes et intolérantes sans faire de compromis, jusqu'à ma mort. Je suis plus engagée que jamais dans ma cause.



Après que les Nations-unies aient signé la **Charte des Nations-Unies** (ID) le 26 juin 1945, elles se sont engagées à réaffirmer la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes des grandes et petites nations. Aussi, parmi les buts et les principes adoptés, elles ont accepté la coopération internationale et la résolution des problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Les États ont donc un rôle primordial en tant que garants des droits humains des personnes.

La personne, sujet des droits protégés, est un concept différent de celui d'individu, qui se réfère nécessairement à un concept unitaire.

Le concept d'une personne se réfère à une notion sociale, car on est une personne par rapport à une autre et cela comprend les droits et devoirs qui nous donnent une telle qualité. Et les personnes intègrent une communauté au sein de laquelle elles peuvent atteindre le plein épanouissement de leurs droits et de leurs relations personnelles, leur qualité d'être social en tant que membre d'une communauté.

Les droits des personnes, qui se développent au sein d'une communauté et que l'Etat doit protéger et garantir, sont ceux que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclamait en Décembre 1948 comme un idéal commun à respecter par les nations signataires, et dont on devait favoriser la diffusion et la connaissance et s'assurer de leur application universelle et effective.

L'exercice de ces droits et la jouissance de ces libertés exprimés dans la Déclaration, seront soumis seulement aux contraintes légales dont l'objet exclusif est d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui, en suivant toujours les buts et principes des Nations Unies.

Parmi ces droits, la citoyenneté et la liberté de circulation doivent être comprises avec le même sens universel que les autres droits.

La citoyenneté, la qualité de citoyen qui lui permet de s'impliquer dans la vie publique de sa communauté, comporte un sentiment d'appartenance qui inclut les êtres humains dans leur intégralité, avec leurs valeurs, leurs croyances, etc.

Mais cette participation citoyenne ne peut pas se résumer à une participation sur des thèmes limités et spécifiques ou à une résolution des problèmes de gestion ponctuels, mais elle devrait être la base de l'élaboration d'une culture qui cherche à surmonter les exclusions existantes dans la société en allant

au delà de sa propre communauté pour tendre à en intégrer d'autres.

Il s'agit en somme de construire une citoyenneté au-delà des limites des communautés, tendant à l'application universelle et effective des droits, en vertu de ce qui est préconisé par la Déclaration universelle d'une citoyenneté communautaire à caractère universel.

De même, la libre circulation des personnes, doit être lue avec cette portée générale et doit être protégée.

La migration, due à des causes multiples, avec diverses expressions et de nombreux moyens d'être canalisée, se développe avec une telle fréquence et une telle importance qu'elle doit faire partie des politiques publiques et requière, compte tenu de leur vulnérabilité, la protection des droits des per-

« La citoyenneté et la liberté de circulation doivent être comprises avec le même sens universel que les autres droits »



MARIANA MOTA CUTINELLA est une juge uruguayenne. Elle est devenue un symbole depuis qu'en février 2013, la Cour Suprême l'a dessaisie d'une cinquantaine d'affaires de violation des droits de l'homme sous la dictature de 1973 à 1985 en la transférant d'un tribunal pénal à une juridiction civile.



[Consulter l'article paru dans Le Monde, 5 Juin 2013, « Mariana Mota, l'honneur de la magistrature uruguayenne ».](#)



sonnes tels que le droit au travail, à l'éducation, à la santé, au respect de leurs cultures. La défense des droits des migrants doit donc intégrer les politiques publiques des pays.

L'un et l'autre concept, celui de la libre circulation comme celui de la citoyenneté, doivent être compris comme faisant référence à des personnes qui sont membres d'une communauté unique, générale. Ils sont régis par les mêmes principes, consacrés par la Charte des Nations Unies, la Déclaration des Droits de l'Homme et les instruments internationaux ultérieurs que s'est donnée la communauté des Nations qui a développé ces concepts.

Et il faut bien comprendre que les Etats ne sont que des frontières, qui ne peuvent pas donner lieu à des obstacles pour la pleine jouissance des droits et libertés, qui préexistent aux Etats eux-mêmes et qui sont inhérents à la personne humaine.

En ce sens, donc, les lois qui sont dictées et l'interprétation de celles existantes, ainsi que leur application, doivent toujours viser à assurer l'exercice effectif de ces droits.

Ce passeport représente une synthèse de la façon dont ces droits peuvent être exercés et protégés et aussi de comment les Etats doivent s'adresser aux personnes relevant de leur juridiction: en réaffirmant, assurant et développant les mécanismes pour assurer la pleine jouissance des droits fondamentaux. Aussi il représente un engagement pour continuer la lutte pour le respect de ces droits.

CHARTRE DES NATIONS- UNIES

« La Charte est l'instrument constitutif de l'Organisation des Nations Unies. Elle fixe les droits et les obligations des États Membres et porte création des organes et des procédures. Convention internationale, elle codifie les grands principes des relations internationales, depuis l'égalité souveraine des États jusqu'à l'interdiction d'employer la force dans ces relations. Le Préambule de la Charte des Nations Unies exprime les idéaux et les buts communs de tous les peuples dont les gouvernements se sont réunis pour former l'Organisation des Nations Unies. »



[Consulter la Charte des Nations-Unies en ligne](#)

« Sont établies la prohibition de considérer une personne illégale du seul fait de sa condition migratoire »

En Équateur la reconnaissance et la protection des droits des personnes en situation de mobilité est consacrée dans la **Constitution (ID)** promulguée en 2008, et représente un fait historique étant donné qu'elle envisage sous un nouvel angle la question des migrations en dépassant d'anciennes conceptions et des préjugés. (...)

Dans le chapitre des droits de la Constitution figure le principe de non-discrimination pour la condition migratoire et une section sur la mobilité humaine, qui considère la population en mobilité comme un groupe prioritaire. Sont établies la prohibition de considérer une personne illégale du seul fait de sa condition migratoire, et la responsabilité de l'État à l'égard des personnes de nationalité équatorienne résidant à l'étranger pour l'exercice de leurs droits. Dans ce même chapitre sont reconnus les droits d'asile et de refuge et sont introduits des principes fondamentaux sur la protection des personnes dans ces conditions. (...)

Quel est le principe de notre disposition ? Le rejet de l'expulsion et du refoulement, la disposition de ne pas appliquer de sanction pour une entrée ou un séjour irrégulier, l'aide humanitaire et la possibilité exceptionnelle de reconnaissance collective du statut de réfugié. (...) Je cite l'**article 392**, qui stipule que « l'État veillera aux droits des personnes en situation de mobilité humaine et exercera la direction de la politique migratoire à travers l'organe compétent, en coordination avec les différents niveaux de gouvernement. L'État décidera, adoptera, exécutera et évaluera les politiques, les plans, les programmes et les projets et coordonnera l'action de ses organismes avec les autres États et

organisations de la société civile qui travaillent sur la mobilité humaine au niveau national et international ». C'est cet article qui a marqué l'acte de naissance de la SENAMI, le Secrétariat national des migrations. En coopération avec les organisations de la société civile, cet organisme a confirmé la volonté politique du gouvernement de mettre les migrations au premier plan et de reconnaître les migrants comme des intervenants clés, en tenant compte de leur contribution au développement national, et comme des acteurs politiques, grâce au vote par procuration et aux sept sièges de la diaspora à l'Assemblée nationale. (...)

Dans le chapitre sur les relations internationales, le principe de la citoyenneté universelle est évoqué, tout comme la libre mobilité, la fin progressive de la condition d'étranger et l'exigence du respect des droits des migrants.

J'ajoute que nous concevons l'activité diplomatique comme un service public. La mobilité humaine a constitué dès le début un des axes fondamentaux de l'action du gouvernement ; il a été inscrit dans la constitution, qui pour la première fois

a reconnu nos compatriotes qui vivent à l'étranger en tant que membres de la « cinquième région du pays », les autres régions étant la Sierra, la Côte, l'Amazonie, la région insulaire. Il ne pouvait en être autrement, car nous sommes conscients des sacrifices qu'ils réalisent quotidiennement à l'étranger à la recherche d'un meilleur avenir pour leurs familles, tout comme de leur contribution au développement de la nation dans son ensemble via le rapatriement des remises migratoires.

C'est cette libre mobilité de tous les habitants de la planète qui implique la progressive disparition de la condition d'étranger comme un élément transformateur des relations inégales entre les pays, spécialement dans les relations Nord-Sud.



CARLOS JÁTIVA
Ambassadeur
d'Équateur
en France depuis 2009.

Enfin, l'**article 416** de la Constitution représente en lui-même une invitation à la communauté internationale et ouvre les frontières avec la même simplicité avec laquelle elle fait, et nous faisons, des échanges économiques de capitaux et de produits. (...)

Pour mieux comprendre la politique migratoire équatorienne, il faut savoir que dans notre pays coexistent plusieurs phénomènes migratoires. Effectivement l'Équateur est un pays d'origine, c'est certain, mais aussi un pays de destination, un pays de transit migratoire et de refuge. Nous sommes le pays qui agrège le plus grand nombre de réfugiés dans toutes les Amériques, après les États-Unis, ce qui nous a permis de concevoir une politique capable de répondre à cette réalité particulière.

A notre avis, la citoyenneté universelle devrait ou pourrait s'inspirer de quatre principes.

Tout d'abord la libre mobilité constitue un droit de l'Homme, qui suppose la liberté de transit, la liberté de choisir son lieu de résidence et la liberté de demander la protection internationale, soit asile et refuge inclus.



CONSTITUTION DE L'ÉQUATEUR



[Consulter la Constitution en ligne \(uniquement en anglais\)](#)

Article 392 disponible dans son intégralité page 149.

Article 416 disponible dans son intégralité à la page 157.

Deuxièmement, l'État est responsable au niveau national et international de la protection des personnes, de l'égalité et de la non-discrimination pour les citoyens de tous les pays du monde.

Enfin l'application de la réciprocité, dans une dimension humaine, humaniste : donner aux étrangers les droits demandés pour nos propres ressortissants.

Depuis l'élection du président Correa en 2006, le gouvernement a établi les bases d'une politique migratoire ambitieuse. Les droits civiques et politiques des migrants ont été élargis par la Constitution, qui leur donne le droit d'être élus et représentés. Cette volonté de réintégrer symboliquement les migrants dans la vie politique de la nation a été élargie par le biais d'une stratégie d'accompagnement à travers les ambassades, les consulats et bien sûr le Secrétariat national des migrants.

Notre position est de promouvoir la protection des citoyens qui décident de migrer – le droit humain, encore une fois, à migrer – à être informés de leurs droits de façon sûre.

D'un autre côté, nous demandons l'intégration de ces personnes dans les sociétés qui les accueillent mais aussi leur droit à retourner en Équateur dans des conditions dignes. Nous considérons par conséquent les migrants comme des acteurs transnationaux qui peuvent contribuer au développement de leur pays natal mais aussi des sociétés d'accueil.

En conclusion, notre position internationale défend la construction d'une citoyenneté universelle, afin que les frontières s'ouvrent pour la libre circulation d'êtres humains, sous la condition de coresponsabilité et de réciprocité. (...)

Les États doivent envisager le potentiel des migrations pour le développement humain et pour le bien vivre (...), ainsi que l'inclusion, l'interculturalité et la pleine cohabitation. Effectivement, mon pays a fait des propositions dans ce sens, dans le cadre de la **Communauté Andine des Nations (ID)**, au niveau

de l'**Organisation des États Américains (ID)**, et plus récemment à l'**Union des Nations Sud-Américaines (ID)** et dans les conférences globales des Nations Unies.

Ce principe de citoyenneté universelle a été largement développé dans le cadre juridique interne, applicable aux migrants équatoriens, aux ressortissants étrangers venus s'installer en Équateur, mais aussi aux milliers de réfugiés colombiens qui ont traversé les frontières pour demander la protection internationale. Il est important de souligner l'élimination de toutes les restrictions et barrières applicables aux étrangers qui souhaitent se rendre en Équateur. Au niveau politique et social, il faut donc renforcer les relations avec les institutions qui travaillent dans le domaine de la mobilité humaine afin de construire ensemble des politiques de migrations inclusives et participatives. Il ne faut pas oublier que ce sont les organisations et mouvements sociaux tels que vous, le Mouvement Utopia, Emmaüs international, la Fondation Danielle Mitterrand, l'O.C.U comme tant d'autres, qui ont commencé la lutte en faveur des droits des migrants, et je tiens à saluer votre engagement.

« **Notre position internationale défend la construction d'une citoyenneté universelle, afin que les frontières s'ouvrent pour la libre circulation d'êtres humains, sous la condition de coresponsabilité et de réciprocité. (...)** »



COMMUNAUTÉ ANDINE DES NATIONS (CAN)

La CAN est un processus d'intégration régionale concernant quatre pays d'Amérique du Sud, qui a un objectif commun : celui de parvenir à un développement intégral, plus équilibré et autonome grâce à une meilleure intégration andine, sud-américaine et latino-américaine. Ce processus d'intégration a débuté avec la création du Groupe andin et la signature de l'Accord de Carthagène, le 26 mai 1969. Elle est formée par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, ainsi que des organismes et institutions du Système andin d'intégration (SAI, Sistema Andino de Integración).



[Consulter le site officiel \(uniquement en anglais ou espagnol\)](#)

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA)

L'OEA regroupe l'ensemble des 35 États indépendants des Amériques et constitue la principale tribune gouvernementale du Continent pour les questions d'ordre politique, juridique et social. En outre, elle a octroyé le statut d'observateur permanent à 67 États, ainsi qu'à l'Union européenne (UE).



[Consulter le site officiel](#)

UNION DES NATIONS SUD-AMÉRICAINES (UNASUR)

Anciennement connue sous le nom de *Communauté sud-américaine des Nations*, UNASUR est une organisation intergouvernementale intégrant deux unions douanières présentes dans la région : le Marché commun du Sud (Mercosur) et la Communauté andine (CAN), dans le cadre d'une intégration continue de l'Amérique du Sud. L'UNASUR s'inspire de l'Union européenne. Son objectif est, selon le traité constitutif de l'UNSA, de « construire une identité et une citoyenneté sud-américaine et [de] développer un espace régional intégré ». Elle est composée des douze États d'Amérique du Sud.



[Consulter le site officiel \(uniquement en espagnol\)](#)

FEDERICO
MAYOR
ZARAGOZA

Pour défendre la libre circulation des personnes, il faut la nécessité d'une conscience globale pour rendre possible, par notre comportement quotidien, « l'égale dignité de tous les êtres humains ».

Le droit suprême à une existence qui peut développer sans entraves les facultés distinctives de l'espèce humaine. C'est un scandale qu'aujourd'hui on investisse chaque jour quatre millions de dollars en dépenses militaires et armement, en même temps que plus de soixante millions de personnes meurent de faim dans l'oubli.

Nous avons un besoin urgent d'un multilatéralisme démocratique pour surmonter une fois pour toutes la gouvernance ploutocratique des G.7, G.8... G.20 !

Ce sera seulement avec la refondation d'un Système de Nations Unies démocratique – « Nous, les Peuples... » - qu'on pourra entamer la grande transition allant de la force à la parole, d'une culture d'imposition et de violence à une culture de dialogue, de conciliation et de paix, avec le plein respect des Droits de l'Homme.

Quand en Europe, à présent soumise aux marchés (qu'ont nommé des gouvernements sans élections au berceau de la démocratie, la Grèce!), on bâtira l'union politique et économique solidaire pour compléter cette fragile union monétaire actuelle... alors, oui, les citoyens européens, les citoyens du Monde seront en mesure de, finalement, mettre en œuvre l'article 13 de la Déclaration Universelle.

C'est dans ce cadre et avec ces perspectives; c'est avec cette conscience collective et cette citoyenneté mondiale; c'est avec cette attitude de partage... qu'on commence, à Paris, la longue marche pour la libre circulation des personnes.

« **Ce sera
seulement avec
la refondation
d'un Système de
Nations Unies
démocratique
– « Nous, les
Peuples... » -
qu'on pourra
entamer la
grande transition** »



FEDERICO MAYOR ZARAGOZA fut directeur général de l'UNESCO de 1987 à 1999. En 1999, décidé à ne pas briguer un troisième mandat il fonde en mars 2000 la Fondation pour une Culture de la Paix, dont il est le président. Il est également président d'honneur de la Fondation Danielle Mitterrand-France Libertés.

Sous son mandat à la direction de l'UNESCO, il développe le programme Culture de la paix dont le travail est organisé en quatre aspects principaux : l'éducation pour la paix, les droits de l'homme et de la démocratie, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, la défense du pluralisme culturel et le dialogue et la prévention des conflits et de consolidation de la paix interculturelle.

Avec la Fondation pour une Culture de la Paix, établie à Madrid en Mars 2000, Federico Mayor Zaragoza poursuit le travail entrepris en tant que Directeur général de l'UNESCO pour promouvoir la transition d'une culture de la violence et de l'imposition à une culture de la paix et de la tolérance.



[Consulter le blog de Federico Mayor Zaragoza](#) (uniquement en anglais ou espagnol)

[Consulter le site de sa Fondation pour une Culture de la Paix.](#) (uniquement en anglais ou espagnol)

Chers tous et toutes, nous parlions tout l'heure du sexe des mots, alors: l'Humanité, vous tous, vous toutes,

Je voulais malheureusement confirmer les regrets de Federico Mayor, qui se faisait non seulement un bonheur mais un devoir d'être avec nous cet après-midi. Nous l'eussions accueilli dans sa maison, dont il a été le Directeur général. (...)

En 2010, il y a eu cette rencontre de Dakar, sur ce chemin. Il y a eu ce Forum social mondial, où Danielle Mitterrand était personnellement présente. C'est pourquoi elle est avec nous aujourd'hui, puisque c'est autour d'elle qu'a pu se créer la rencontre, la mise en relation entre les fondateurs de l'O.C.U, qui participaient de leur côté aussi à ce Forum mondial: Utopia et Emmaüs International. Et enfin, ensemble ils ont discuté et est née l'idée de porter l'ambition d'un Passeport de citoyenneté universelle.

Il a été dit quelle était la recherche de chacun; le bien-être, finalement, de tous. Mais il y a une actualité qui précipite encore ce mouvement, c'est le fait qu'il y ait une mondialisation, quelque part, économique et financière. C'est un processus, c'est peut-être un destin – qu'en sait-on? - en tout cas c'est un fait. Mais ce qui est un fait également c'est que cette mondialisation économique et financière ne pourra pas se faire dans de bonnes conditions sans les peuples, contre les peuples, en ignorant les peuples, en les divisant, en les morcelant, en les opposant. Il y a un moment où l'heure de vérité sonnera.

C'est pourquoi le message de chacun dans son combat est également de faire reconnaître qu'il y a un droit des peuples, le peuple n'est pas un mot creux. Il doit avoir un contenu. S'il doit y avoir une gouvernance mondiale de l'économie et de la finance, pourquoi n'y aurait-il pas une gouvernance mondiale des peuples? Bien sûr avec le respect des différences, et autres ... ce que le marché mondial a plutôt tendance à uniformiser. Mais les peuples ont le droit d'être reconnus en tant que tels. Et plutôt que de dire à l'ONU « nous les États-membres », viendra peut-être le jour où nous pourrions dire « nous les peuples », ce qui n'efface pas les frontières, mais fait des frontières plutôt des ponts, ou des portes ouvertes, plutôt que des murs.

Mais voilà, le chemin n'est pas encore abouti. C'est pourquoi tous ces sujets qui peuvent nous rassembler; ici l'eau, là le Passeport de citoyenneté universelle, ailleurs autre chose,

sont tous autour de la même notion de droits fondamentaux des humains. Et pour aller au delà, des droits fondamentaux du vivant. Nous avons, paraît-il, la conscience de l'Humanité, il faut donc l'exprimer. C'est notre devoir. Et à ce titre là, au nom du vivant s'il le faut, mais en tout cas au nom de la reconnaissance d'une Humanité qui a une raison, et qui n'est pas uniquement là pour subir ce qu'on décide pour elle. Le combat, ici et là, se mène sur tous les fronts, et aujourd'hui nous sommes sur l'un des thèmes qui peut aussi faire son chemin et qui concourt donc à cette reconnaissance. C'est celui du Passeport de citoyenneté universelle.

Les migrations, dont on a parlé tout à l'heure, ont des causes multiples. On le sait. L'histoire nous en enseigne beaucoup. Il y en a une qui est là, devant nous, à quelle échéance? Elle est déjà en marche. Ce sont les changements

« Il y a un droit
des peuples, le
peuple n'est pas
un mot creux. »



GILBERT MITTERRAND
Homme politique, fils de
Danielle et de François
Mitterrand, il est aussi
le Président de France
Libertés-Fondation
Danielle Mitterrand
depuis 2011.

climatiques. Ils seront forcément, tout le monde le sait, une des causes profondes des migrations subies. En tout cas, ils s'ajoutent à la longue liste des causes de migrations et nous obligent forcément à changer notre regard sur la libre circulation et la libre installation des personnes. En tout cas, ils ajoutent un motif supplémentaire, une urgence supplémentaire, une prise de conscience supplémentaire.

(...) C'est au nom du bien de l'Humanité, et non pas au nom d'un intérêt particulier, de l'argent pour l'argent, comme si l'argent était une fin en soi, alors que ce n'est qu'un outil. Un outil au service de quoi, si ce n'est du bien-être de l'Humanité? Et pour cela il faut que l'Humanité parle d'une même voix, parle d'une voix entendue et reconnue, quelque part.

Ce quelque part, la Fondation France Libertés est bien consciente qu'il faut qu'on l'imagine ensemble. Nous n'avons pas la réponse toute faite. Cela étant dit, elle est consciente également de l'utopie mais elle est convaincue que l'utopie dégage aussi des vertus, pour la prise de conscience et pour l'engagement de discussions auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous sommes là pour ça, pour imaginer une conférence internationale sur la libre circulation des personnes, c'est-à-dire, comme je l'ai dit tout à l'heure, un pont entre les peuples plutôt que des murs.

Le plaidoyer est une force, est notre force commune. Et cette journée est à marquer d'une pierre blanche. Mais une pierre blanche qui ne doit pas simplement s'arrêter ce soir, pour entamer un chemin dont on sait qu'il sera long. Danielle Mitterrand avait cette phrase, qui répond peut-être à une définition de l'utopie, « Il faut faire des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue ». Et nous sommes heureux de porter ce point de vue aujourd'hui avec vous tous et avec toutes ces personnalités qui ont accepté d'être symboliquement les premiers porteurs de ce Passeport de citoyenneté universelle.

Demain la Citoyenneté Universelle est-elle possible ? Quels sont les facteurs qui aujourd'hui nous permettent de penser que nous sommes en train de faire cet après midi un acte prophétique ? Non pas dans le sens de dire ce qu'il va se passer mais dans le sens d'affirmer ce que nous voulons qu'il se passe. Il me semble qu'il faudrait que nous pratiquions, au lieu de les affirmer, une série de principes.

Le premier est le principe de la vie et de son intégrité. Nos sociétés sont de plus en plus prédatrices de la vie. Il faut faire cesser la prédation de la vie, les accaparements de terres, l'appropriation et l'exploitation à titre privé pour des raisons de profits, du vivant. Le fait que des privés possèdent 90 % de droits de propriétés intellectuelles sur la vie, c'est un scandale. Il n'y aura pas de citoyenneté universelle si nous continuons à permettre la prédation de la vie. Et quand nous affirmons avec joie cet après midi que nous sommes pour la citoyenneté universelle, nous devons affirmer avec joie que nous devons faire tout pour mettre hors la loi la prédation de la vie et l'appropriation privée du vivant.

Il y a un deuxième principe qu'il faut concrétiser, c'est le principe de l'humanité. Vivre ensemble dans des communautés organisées ne peut pas s'arrêter à la communauté étatique. L'État n'est pas la dernière ingénierie politique de l'humanité, l'histoire ne s'arrête pas, du point de vue des organisations politiques, à l'État comme elle ne s'est pas arrêté aux villages, aux communautés territoriales, aux villes. Et si nous voulons parvenir à la Citoyenneté Universelle nous devons reconnaître l'humanité en tant que juge juridique et

politique. Aujourd'hui personne ne peut parler au nom de l'humanité, même pas les Nations Unies (...). D'ici trente ans j'espère que nous aurons réussi à remplacer les Nations Unies par l'« Organisation Mondiale de l'Humanité ». Elle affirmera que l'humanité n'est pas l'ensemble des êtres humains, l'humanité c'est l'ensemble des êtres humains qui vivent ensemble. Nous sommes à l'heure actuelle une humanité en tant qu'ensemble statistique mais nous ne vivons pas ensemble et nous n'avons aucune intention de vivre ensemble. Les groupes dominants aujourd'hui n'ont aucune intention de vivre ensemble, c'est pour cela qu'ils continuent à faire les guerres, à s'emparer de la vie, à créer des barrières, c'est pour cela qu'ils sont en train de saccager la planète.

Le troisième principe à respecter c'est le principe de « Habiter commun ».

La terre est notre maison on le dit souvent. « Habiter commun » signifie que personne n'est clandestin sur la terre. C'est extraordinaire, nous sommes convaincus que personne n'est clandestin sur la terre, et pourtant la logique de clandestinisation est une des formes les plus violentes de domination. La clandestinisation des êtres humains dans les bidonvilles fait partie de ces formes violentes de domination. Un milliard 700 millions de gens - êtres humains ! - qui vivent dans ce qu'on appelle des bidonvilles, alors pourquoi les Nations Unies ne parlent pas de lutte d'éradication, pourquoi toutes ces grandes entreprises multinationales ne veulent pas voir que les bidonvilles, c'est une gifle que nous faisons tous à la justice et à l'humanité ? Il n'y aura pas de Citoyenneté Universelle tant que des milliards de gens vivront dans des bidonvilles.

« Il n'y aura pas de citoyenneté universelle si nous continuons à permettre la prédation de la vie. »



RICCARDO PETRELLA

Après avoir obtenu, après des décennies de démarches et d'efforts incessants, la reconnaissance par l'ONU de l'accès à l'eau potable comme droit humain en juillet 2010, Riccardo Petrella, figure emblématique de l'altermondialisme, docteur en sciences politiques et sociales de l'université de Florence, président de l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau (IERPE), Professeur émérite à l'Université de Louvain, fondateur du Groupe de Lisbonne, fondateur et secrétaire général du Comité International pour le Contrat Mondial de l'Eau propose maintenant aux pays du monde entier la mise « hors-la-loi » de la pauvreté et la réappropriation du bien commun. Il propose d'abolir les mécanismes qui créent et maintiennent la pauvreté et d'assurer l'accès aux biens et services essentiels à la vie. Il invite l'humanité à une réappropriation du bien commun et à une extraordinaire réinvention du vivre ensemble. Un projet de civilisation réalisable.



[Interview de Riccardo Petrella dans le quotidien 20 Minutes, 23 Janvier 2013.](#)
« Les grands maîtres de l'eau continuent à imposer leur vision »

[Interview de Riccardo Petrella dans le quotidien belge La Libre, 22 Mars 2013.](#)
« Les cieux ne sont pas à vendre »

[Conférence de Riccardo Petrella, Avril 2012.](#)
« Rendre Illégale la pauvreté »

Le quatrième principe est celui des **biens communs publics** (ID). Nous avons tout privatisé: l'eau, le soleil, les plantes les insectes, nos gênes, la connaissance, l'école, la santé, les routes, le téléphone... Tout a été privatisé et maintenant à Rio+20, la communauté internationale a même accepté de monétiser la nature. La monétarisation de la nature est la dernière invention de nos classes dirigeantes mondiales. Ils veulent tout monétiser, peut être même la citoyenneté universelle, parce que si cela rapporter quelque chose ils vont le faire.

Nous devons donc lutter, et prendre un engagement, nous sommes là pour témoigner en tant que prophètes, nous devons prendre l'engagement de nous battre contre la monétarisation de la vie, contre la monétarisation de la santé, contre la monétarisation de l'habitat, contre la monétarisation du sol et du capital bioéthique.

Et enfin, le cinquième principe, c'est celui de la responsabilité, c'est-à-dire la reconnaissance de droits concrets et de devoirs. Il n'y aura pas cette marche vers la Citoyenneté Universelle si nous ne devenons pas des sociétés responsables. Responsable signifie solidaire. (...)

Je me permets de conclure avec une proposition. Depuis quelques temps, nous avons lancé l'idée d'entamer en Italie un processus, allant jusqu'en 2018, qui est de déclarer illégale la pauvreté. Déclarer illégaux tous les facteurs structurels qui créent les processus d'appauvrissement. Nous attendons que les Nations Unies, en 2018 à l'occasion du septantième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, prennent une résolution simple: « nous les Etats membres nous nous engageons à mettre hors la loi tous les facteurs structurels de création de l'appauvrissement dans le monde ». Si nous parvenons à cela je pense que nous aurons réussi notre devoir quotidien.

« Habiter commun » signifie que personne n'est clandestin sur la terre.



BIENS COMMUNS PUBLICS

Ce terme juridique désigne des choses qui appartiennent à tous (ou à personne), qui ne sont susceptibles d'aucune appropriation mais dont chacun peut user à sa convenance. Ce sont les aspects tangibles et intangibles de l'environnement qu'aucun de nous ne possède mais que tout le monde apprécie.

La notion de Biens communs, à l'image de celle de Biens Publics Mondiaux, porte une réflexion sur la production de la valeur et la rareté. S'il n'existe pas de définition unique et définitive du concept de biens communs, on peut y voir les ressources utilisées et gérées en commun par les personnes en accord avec les règles régissant la communauté de manière à prévenir l'atteinte à l'utilisation excessive et la privatisation des ressources. Dans la théorie économique conventionnelle, les biens communs font référence à des ressources possédées de manière collective, des dons de la nature ou des biens produits, entretenus, partagés entre des usagers regroupés dans une communauté, dont la taille et la nature peuvent varier. Cela peut tout inclure depuis l'utilisation de la terre à la santé, la biodiversité ou les logiciels. Le processus par lequel les biens communs sont transformés en propriété privée est souvent appelé une « enclosure ». Les biens communs ont été définis traditionnellement comme les éléments de l'environnement - forêts, atmosphère, ressources halieutiques ou pâturages - que nous partageons tous.



Consulter l'article paru dans *Le Monde Diplomatique*,
Décembre 2011, « Rendre inaliénables les biens communs »,
écrit par Ugo Mattei.

Plus d'informations dans le livre « Gouvernance des biens
communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles »,
par Elinor Ostrom, Ed. de Boeck, 2010, 302 p

FRANÇOIS VEILLERETTE

Je suis tout à fait honoré de recevoir ce passeport et c'est même plus qu'un honneur cela a vraiment du sens. On a besoin dans le monde de l'environnement que les peuples accèdent à la conscience de la citoyenneté universelle. La planète doit maintenant faire face à des enjeux majeurs d'environnement: la biodiversité, le réchauffement climatique qui la touche en entier. Aujourd'hui nous avons des blocages par rapport à la non-signature de traités internationaux, parce que certains pays raisonnent encore sur leurs frontières et pensent qu'ils vont garder les avantages par rapport au reste du monde. Tant que l'on aura ces traités non signés parce que les égoïsmes nationaux perdurent nous n'avancerons pas. La solution pour que cela bouge, c'est une pression à l'intérieur de ces pays, des peuples mêmes, qui accèdent à cette conscience de citoyenneté internationale. Ce n'est pas une utopie, la seule

solution réaliste pour faire bouger les lignes politiques, c'est que l'humanité accède à cette conscience de la nécessaire citoyenneté « planète Terre ». Sur les déplacements libres c'est la même chose. Et là c'est l'idée de la responsabilité des peuples du nord comme le nôtre: dans notre pays, en Europe, en Amérique du nord, on a accédé à un niveau de vie absolument incroyable parce qu'on a pillé un certain nombre de pays depuis deux siècles et plus. Et aujourd'hui on a cette dette envers les pays du sud, mais on a une dette aussi parce qu'on leur lègue un impact climatique absolument colossal, dont ils seront les premières victimes. Donc au nom de cette dette on se doit de pouvoir faciliter leur mouvement dans le monde. Bien sûr il faut essayer de prévenir ce réchauffement mais on n'arrivera pas à le prévenir complètement on le sait aujourd'hui. Et donc on devra accueillir des gens, on ne va pas mettre des murs autour des pays riches pour les protéger des réfugiés climatiques de demain, c'est absolument irréaliste, la seule solution réaliste c'est l'accueil des gens qui devront se déplacer parce que nous avons été, nous, irresponsables.

« **La seule solution réaliste c'est l'accueil des gens qui devront se déplacer parce que nous avons été, nous, irresponsables.** »



FRANÇOIS VEILLERETTE est un militant de la défense de l'environnement. Il a été président de *Greenpeace France* de 2002 à 2005 et ancien président de *Généralions Futures* dont il est aujourd'hui le porte parole.



RONA
HARTNER

Je voulais vous remercier. Pour moi c'est un grand honneur d'avoir ce passeport. Je suis contente qu'il soit blanc car il y a encore beaucoup à écrire dans ce monde universel. Dans mon album, qui vient de sortir, je parle d'une nationalité qui s'appelle « vague à l'âme », car aujourd'hui pour les tziganes et les roumains il y a une appropriation de leur culture. L'art circule, il est universel et l'humain lui-même n'a pas le droit de circuler et de s'installer.

Je porte cette tristesse dans mon âme en me disant que si la frontière est ouverte pour l'art ce serait bien qu'elle soit ouverte pour les humains car le monde nous appartient!

« Je parle d'une nationalité qui s'appelle « vague à l'âme » »



RONA HARTNER

Actrice, compositrice, chanteuse et danseuse née le 9 Mars 1973, Rona Hartner est révélée en 1997 par le film *Gadjo Dilo* de Tony Gatlif, suivi d'autres rôles dans des productions d'Europe de l'Est. Outre ses participations à des bandes

originales, l'artiste roumaine naturalisée française sort l'album *Nationalité Vagabonde* en 2008 ou plus récemment en 2013 *Gypsy Therapy*, avec Dj Tagada.

C'est la dimension humaine qui doit servir de socle à l'union des peuples. Les hommes se sont rapprochés et ont prospéré à partir du moment où les pays ont réduit les barrières liées aux distances géographiques, et où ils ont pu mieux se connaître.

Il s'agit d'un patrimoine extrêmement important dans un monde où coexistent la mondialisation et les particularités locales. C'est là un élément positif des relations internationales qu'il nous faut préserver et consolider.

Pour les Brésiliens, l'immigration revêt un sens tout particulier. Le Brésil doit sa formation en tant que peuple et nation à un riche processus de métissage entre les nombreuses populations qui s'y sont installées, portées par un espoir, celui d'une vie meilleure. Aux peuples indiens premiers habitants de nos terres, sont venus s'ajouter, entre autres, des Portugais, des Espagnols, des Italiens, des Allemands, des Polonais, des Japonais, des Ukrainiens, des Latino-Américains de différents pays et, surtout, des Africains qui, arrachés de leur Mère l'Afrique pour servir d'esclaves, ont constitué le fondement du peuple brésilien. Les Afro-descendants forment aujourd'hui la population majoritaire au Brésil.

Nous sommes, de la sorte, une nation formée par les immigrants. Une nation qui montre dans la pratique combien les différences culturelles peuvent contribuer à bâtir une société qui recherche en permanence l'harmonie et se bat avec vigueur contre les discriminations et les préjugés. Nous sommes non seulement un « peuple de mélanges » mais, ce qui est plus important, nous aimons être un peuple de mélanges. Parce que nous savons que nous tirons de ce processus de rencontre entre les cultures et entre les populations notre identité, notre force, notre facilité au dialogue et notre ouverture à autrui, notre joie de vivre, notre créativité et notre talent.

C'est dans cet esprit que nous avons pris (.....) des mesures pour faire en sorte que cet héritage puisse se perpétuer. Avec la loi 11.961 adoptée le 2 juillet 2009, les droits prévus dans notre législation ont été étendus aux immigrés en situation irrégulière au Brésil. Ces droits concernent plus particulièrement la liberté de circulation sur le territoire national et l'accès sans restriction à

un travail rémunéré, à l'éducation, à la santé publique et à la justice. Il est bon de rappeler que la Constitution brésilienne elle-même, s'agissant des garanties et des droits fondamentaux, stipule que tous sont égaux devant la loi, qu'ils soient Brésiliens ou étrangers résidant au Brésil. Par le biais d'engagements entérinés dans divers accords internationaux, l'État brésilien reconnaît que les immigrés ont des droits et des devoirs qui doivent être respectés.

Le nouveau jalon posé par cette loi signifie que le Brésil se positionne chaque fois plus à la hauteur des réalités migratoires contemporaines, des conditions mondialisées du développement économique et social et du respect fondamental des droits de l'Homme. Cette législation récente est également le fruit d'un vaste débat national impliquant différents secteurs de la société et les immigrés eux-mêmes, qui ont eu ainsi la possibilité de clarifier les problèmes auxquels ils font face et de proposer des solutions.

Je suis convaincu que l'harmonie entre nations ne sera pas le produit de guerres et de conflits, de murs et de barrières érigés, mais bien de gestes de solidarité et de reconnaissance mutuelle. Le grand fossé creusé par l'inéga-

« **Nous sommes, de la sorte, une nation formée par les immigrants.** »



LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA

a été l'un des fondateurs du Parti des Travailleurs, qui a vu le jour en 1980, avec d'autres syndicalistes, des intellectuels, des hommes politiques et des mouvements activistes sociaux. En 1984, il a été l'un des principaux leaders engagés dans la campagne « Diretas Já » pour l'élection d'un nouveau président par le suffrage universel direct. En 1986, il est élu député au Congrès national. Puis, en 2003, il est élu, par deux fois, président de la République fédérative du Brésil. Il occupera la fonction présidentielle jusqu'en 2011. 35^{ème} Président de la République Fédérative du Brésil, il est pourtant le premier président de gauche qui arrive au pouvoir.



[Consulter le site de l'Institut Lula
\(en anglais ou en espagnol\)](#)

lité dans la distribution des richesses entre les nations ne sera pas comblé avec des mesures discriminatoires et répressives à l'encontre de l'immigration. Ceux qui pensent et agissent de la sorte se trompent. La lutte pour la vie et la survie ira toujours au-delà de n'importe quelle mesure discriminatoire, lui ôtant toute efficacité. Il n'y a, au bout du compte, qu'un seul remède face à la peur de l'immigré et contre la xénophobie qui envahit de nos jours bon nombre de pays et de populations: construire une nouvelle relation entre pays et nations qui mette un terme au protectionnisme vil ainsi qu'à l'exploitation criante lésant les pays pauvres, et encourager le développement autonome et durable de ces pays et de leurs populations. Dans la mesure où il devient impossible de vivre et de survivre dans ces pays, la seule issue est l'exode - la recherche de moyens de survie ailleurs, dans un autre lieu. C'est là une loi naturelle que personne, qu'aucune force sur cette terre ne pourra entraver. J'ai moi-même vécu à titre personnel cette expérience: ma mère a été obligée d'émigrer depuis une région brésilienne de grande sécheresse et d'extrême pauvreté à l'époque, vers le grand centre industriel de São Paulo; elle est partie les mains vides, n'emmenant que les vêtements qu'elle portait, mais aussi l'espoir de trouver de quoi survivre, et traînant avec elle ses sept enfants... Quelle mère, quel père, peut assister à la mort par inanition de ses enfants sans réagir, sans se battre, même si l'horizon lui semble bouché et lourd d'incertitudes?

Je me suis battu de toutes mes forces pour mettre sur pied la jonction des pays d'Amérique latine, de ceux de notre si chère Afrique et ceux de l'Asie... Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de changements dans les relations Nord/Sud sans que se mette en place un grand processus unitaire, solidaire et combatif qui structure la force de ces pays et qui, en établissant un nouveau rapport de forces, permette de conquérir les droits et les conditions nécessaires au développement juste et durable de chaque pays sur la surface du globe.

Je rêve du jour où chaque être humain pourra vivre en paix et en dignité dans sa propre patrie, et où la libre circulation entre les peuples sera un choix personnel, un droit, et non une nécessité... Tant que ce rêve ne se réalise pas,

le travail mené par des associations (...) aide grandement à éveiller les consciences et à mobiliser les forces nécessaires à la préservation de la dignité et des droits des immigrants, d'où qu'ils viennent et quel que soit le lieu où ils se trouvent.

Texte écrit par Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République Fédérative du Brésil, traduit du brésilien par Catherine Leterrier.

« **Quelle mère, quel père, peut assister à la mort par inanition de ses enfants sans réagir, sans se battre, même si l'horizon lui semble bouché et lourd d'incertitudes ?** »

CONSTANTIN SIMEN



Ce matin en sortant de chez moi je n'imaginai pas la valeur de ce que j'ai en main. J'ai pris le bus, en dînant tout à l'heure je n'imaginai pas ce que cela représentait. Après le débat j'ai compris l'importance de ce que je vais recevoir. Tout s'est passé très vite. De mon départ du Cameroun jusqu'en France, ce n'est pas évident c'est une question de souffrance et ce passeport est le prix de cette souffrance, et juste pour ça je vous dis merci.

« **Ce passeport est le prix de cette souffrance...** »

SVITANA KOSTRYBA



Je me présente, je m'appelle Svitana Kostryba, je suis ukrainienne et je viens d'une petite ville appelée Ivano Frankivsk. C'est une charmante ville mais où il est très difficile de trouver du travail et de vivre dignement avec les salaires que nous avons mon mari et moi.

Notre décision de venir en France avec mon mari a été très difficile car je savais que je ne reverrais pas ma famille pendant des années. J'ai dû attendre trois ans avant de pouvoir faire venir mon fils Andreï, ici à Paris. Pour nous, les choses n'ont pas été simples: un logement insalubre de quelques mètres carrés que j'ai loué pour six cents euros par mois à Saint Denis, la suppression de mon aide médicale alors que j'étais enceinte car je dépassais de dix euros le montant annuel de revenu...

Ces années ont été très difficiles, mais je dois dire qu'aujourd'hui tout va bien... enfin tout va beaucoup mieux. J'ai aujourd'hui ma famille avec moi, mes deux enfants et mon mari, nous sommes installés dans un appartement de deux pièces, j'ai beaucoup d'amis ukrainiens et français.

Il y a deux mois, j'ai obtenu des papiers en France... et cela peut paraître bizarre mais la première chose à laquelle j'ai pensé, c'est que je pourrais enfin retourner en Ukraine quelques semaines pour voir ma famille.

Je suis heureuse de recevoir ici aujourd'hui le passeport de citoyenneté universelle, car j'aimerais que mes deux enfants connaissent un jour une liberté totale de circulation et d'installation et puissent aller s'installer là où ils le souhaitent dans le monde.

Merci à vous pour ce passeport et vous pourrez compter sur moi pour défendre la Citoyenneté Universelle.

« **J'aimerais que mes deux enfants connaissent un jour une liberté totale de circulation et d'installation.** »

OLIVIERO TOSCANI

Je suis très honoré d'avoir ce passeport. Quand je pense à la façon dont nous nous traitons les uns les autres, quand je pense à la condition humaine, quelques fois je suis embarrassé d'appartenir à la race humaine. Mais heureusement il y a l'imagination. Je suis né en Italie pendant la seconde guerre mondiale et mon pays était fasciste et monarchiste. Si j'avais dit à ma maman qu'il y aurait dans soixante-dix ans une Europe ouverte, une monnaie commune, tout le monde lui aurait dit « votre fils est fou, il faut l'enlever! »

Alors je trouve qu'il faut de l'imagination, il faut du courage, et je vous remercie car je ne suis pas allé aussi loin que vous. Vous faites le passeport de Citoyenneté Universelle mais le jour où nous arriverons à une Citoyenneté Universelle nous n'aurons plus besoin de cela!

« Je trouve qu'il faut de l'imagination »



OLIVIERO TOSCANI

né le 28 février 1942 à Milan, est un photographe italien. Il est reconnu internationalement comme la force créatrice derrière certaines des marques les plus prospères du monde. Ses créations (à travers des campagnes publicitaires) abordent les thèmes du racisme, de la guerre, du SIDA, de la religion ou de la peine de mort. En septembre 2007, il s'engage dans la lutte contre l'anorexie avec une nouvelle campagne publicitaire choc.

Il crée en 1990 et dirige le magazine Colors, premier magazine global du monde, avant de devenir l'instigateur de Fabrica en 1993, un institut international de recherches sur l'art et la communication. Fabrica produit des livres, des programmes télévisés et des expositions pour les Nations Unies, l'UNHCR, Arte ou encore MTV.



[Consulter le site d'Oliviero Toscani.](#)

MARGUERITE ZANFONGNON

C'est très difficile pour un migrant de circuler où il veut. Vivre dans un pays qui n'est pas le sien, c'est un parcours du combattant, il est traqué par ici, il est traqué par là. Ce passeport est une bonne initiative qui permettrait une libre circulation au migrant et lui ouvrirait des portes : avoir accès facilement aux soins, au logement, au travail. Nous migrants, ces portes nous sont fermées quand on arrive quelque part sans papiers, sans avoir les mêmes droits que les autres. Nous vivons constamment avec la peur au ventre, comme si on avait commis un crime. Le crime de vouloir se loger et avoir un toit comme les autres, le crime de chercher à se soigner quand on est malade, le crime de vouloir travailler pour vivre dans la dignité. C'est pour cela que je demande à l'O.C.U., à tous les responsables politiques internationaux, de bien vouloir continuer à mettre en œuvre ce passeport partout dans le monde pour que le migrant se sente libre dans le pays où il a choisi de vivre comme les autres citoyens et non pas comme des exclus.



« Il est traqué par ici,
il est traqué par là »

TIKEN JAH FAKOLY

Au moment où je reçois ce passeport mes pensées vont vers toute la jeunesse africaine et les africains en général, car aujourd'hui il est devenu presque impossible pour un africain d'improviser un voyage dans les pays occidentaux. Le monde entier peut débarquer en Afrique quand il veut, où il veut, faire ce qu'il veut, alors que les africains ne peuvent pas bouger. Donc ce passeport c'est l'avenir du monde. Je souhaite simplement que toute la jeunesse africaine possède ce passeport un jour. Mais loin de moi l'idée d'inciter la jeunesse à partir, parce que notre devoir en tant qu'africain, c'est de rester en Afrique, notre place est en Afrique. Je ne veux pas encourager l'immigration, ce que je dis aux Africains c'est que si nos ancêtres étaient tous allés en Occident qui aurait combattu l'esclavage ? Si nos parents étaient tous allés en Occident, qui aurait combattu la colonisation ? Si nous voulons que les choses changent en Afrique, notre place est en Afrique. Ce passeport est futuriste, c'est l'avenir du monde parce que de toute façon personne ne pourra empêcher les peuples de bouger. Depuis la nuit des temps, l'homme a toujours cherché un lieu où il pourrait s'installer et vivre dans de meilleures conditions. Je souhaite que ce passeport soit à la disposition du monde entier, c'est un rêve mais je pense que ce monde là est possible.

« **Le monde entier peut débarquer en Afrique quand il veut, où il veut, faire ce qu'il veut, alors que les africains ne peuvent pas bouger.** »



TIKEN JAH FAKOLY

De son vrai nom Doumbia Moussa Fakoly né le 23 juin 1968 à Odienné en Côte d'Ivoire est un chanteur de reggae connu pour ses engagements politiques altermondialistes. Il monte sur scène pour la première fois en Europe à Paris en 1998 et obtient la Victoire de la musique en 2003 dans la catégorie album Reggae/Ragga/World pour l'album *Françafrique* et trois disques d'or durant ces quinze années de carrières.

Le 6 mars 2013 sort le documentaire « *Sababou* »

réalisé par Samir Benchikh sur la Côte d'Ivoire dans lequel Tiken Jah participe activement. Ce documentaire vise à promouvoir un visage positif de l'Afrique et plus particulièrement de la Côte d'Ivoire en montrant l'action de gens comme Tiken Jah pour l'amélioration des conditions de vie en Afrique de l'ouest (engagement en faveur de la paix, de la démocratie, lutte contre la faim, promotion de l'éducation etc).



EN
SAVOIR
+

[Consulter le site officiel
de Tiken Jah Fakoly](#)

[Consulter le Facebook
de Tiken Jah Fakoly](#)

Nous, migrants, sommes capables de traverser les frontières et nous sommes capables d'inventer les langues. Je voudrais remercier l'O.C.U. pour ce passeport que je reçois au nom de tous mes amis en Italie qui luttent à mes côtés depuis plus de vingt ans pour les droits des migrants et aussi au nom de mon association « Arci Todo Cambia ». (...) J'espère que cette initiative va être utile parce que nous, les migrants, sommes en train de changer dans les faits, dans la pratique, des critères fondamentaux des Etats. Par exemple, les critères de la frontière et ceux de la citoyenneté ne sont pas les mêmes qu'il y a cinquante ans. Nous sommes en train de faire évoluer les choses mais les autorités, les gouvernements, les organisations internationales ferment

les yeux devant ce changement de la société. J'espère que le passeport de citoyenneté universelle pourra leur ouvrir les yeux car vous pouvez être sûrs que même si vous fermez les frontières nous continuerons à traverser, avec ou sans papiers! (...)

Je vous invite tous au prochain forum mondial des migrations, qui aura lieu pour la première fois en Afrique, et je vous invite à construire avec nous ce forum. Il faut envoyer les vrais migrants, pas seulement les spécialistes de la migration car nous avons une voix, nous avons une tête, nous pouvons penser, nous pouvons être des théoriciens de la migration : nous avons la pratique et nous avons la théorie!

« **Même si vous fermez les frontières nous continuerons à traverser, avec ou sans papiers!** »



EDDA PANDO
Militante italienne d'origine péruvienne pour le droit des migrants, fondatrice et présidente de l'Association italienne Arci Todo Cambia, coordonne depuis 2011 la journée d'action globale pour les droits des migrants, réfugiés et déplacés qui se tient tous les 18 décembre.



[Consulter le site de la Journée d'Action Globale Pour les droits des Migrants, des réfugiés et des personnes déplacées](#)

DJIBRIL SAKHO



Je suis très ému mais je souhaiterais dédier ce passeport à tous mes frères et sœurs qui tous les jours cherchent à rejoindre l'Europe par pirogue, ou qui rampent sous les camions. Je pense beaucoup à eux, qui tentent n'importe quoi pour rejoindre l'Europe. Car il y a dix ans, j'ai tenté la même expérience. Certains sont encore attendus par leur mère mais ils ne reviendront jamais, elles ne les reverront plus et c'est quelque chose qui doit cesser! Tout le monde devrait avoir ce passeport. Il n'y a pas de prix pour ce passeport je suis vraiment ému. Depuis le premier jour où l'on m'a annoncé que j'allais recevoir ce passeport, je ne savais pas quoi dire car j'ai fait six ans sans papiers, six ans de galère, la peur totale. Je pense à tous mes frères qui souhaitent avoir ce passeport et je suis vraiment ému.

« **Je souhaiterais dédier ce passeport à tous mes frères et sœurs...** »

CARLINE BEAUBRUN

« **Parfois j'ai l'impression d'être dans une prison à ciel ouvert...** »

Je suis très émue. Quand je suis partie de chez moi pour la France avec un visa de deux mois je ne savais pas que j'allais rester, mais les conditions de vie n'étant pas faciles, j'ai voulu tenter ma chance en restant ici ; mais je savais qu'en faisant ce choix je devais faire une croix sur ma famille et c'est vraiment très difficile pour moi. Alors parfois j'ai l'impression d'être dans une prison à ciel ouvert. Depuis, tout ce que j'ai commencé n'a pas abouti ; c'est difficile de trouver un travail correct comme tout le monde et ce serait un rêve d'accéder aux mêmes droits que les autres. C'est pourquoi je suis contente de recevoir ce passeport même s'il n'est que symbolique. J'espère que cette idée magnifique deviendra réalité un jour.



Cela fait une trentaine d'année que je suis témoin des joies et surtout des souffrances de l'humanité dans tout les pays dans lesquels j'ai travaillé, et dont les nationalités sont représentées dans la salle. Quand je vais dans un pays pour faire mon métier de reporter-photographe ce n'est pas du tourisme. En tant que journaliste on laisse son cœur dans ces pays, dans ces moments. Aujourd'hui je suis très ému de voir toutes ces origines réunies et je me sens autant burkinabé, qu'afghan, qu'italien, qu'iranien, qu'azerbaïdjanais. C'est important d'arriver à ce que toutes ces frontières, tous ces obstacles disparaissent mais l'Histoire nous a appris que le grand obstacle à faire disparaître est dans la tête des gens. Chez « National Geographic » nous travaillons sur un grand projet, nous retraçons les routes des migrations. Et l'ironie de l'histoire c'est que toutes les études montrent que l'origine des migrations remontent à l'Afrique, c'est de là que l'humanité est née et que tous les peuples sont partis pour coloniser le monde. Et finalement aujourd'hui les descendants africains qui sont venus peupler les pays occidentaux mettent des barrages, construisent des frontières pour ne pas laisser venir les populations les plus pauvres venues du continent. J'en viens donc au sens même de l'humanité, cette parole me vient d'un poète persan, Saadi, qui dit :

*« Les hommes sont les membres d'un même corps, ils furent créés à partir de la même essence.
Si le destin venait à faire souffrir l'un d'eux, les autres membres ne connaîtraient pas le repos.
Toi que le malheur des autres laisse indifférent, tu ne mérites pas d'être appelé Homme. »*

Si une personne souffre c'est l'ensemble de l'humanité qui souffre donc il nous revient de ne pas laisser cette souffrance continuer.
Nous sommes seulement une centaine à avoir reçu le passeport de citoyenneté universelle, je fais partie des privilégiés mais les organisateurs, il nous en faut sept milliards et nous allons en faire sept milliards ! Merci beaucoup.

« **Les hommes sont les membres d'un même corps, ils furent créés à partir de la même essence.** »



REZA DEGHATI

Philanthrope, idéaliste, humaniste, architecte dans l'âme et célèbre reporter-photographe, REZA parcourt le monde depuis plus de 30 ans, témoignant des blessures et des joies de ceux qu'il croise sur sa route. En tant que reporter-photographe pour le National Geographic depuis 1991, REZA a sillonné plus de cent pays, photographiant les conflits, les révolutions et les catastrophes humaines. Ses témoignages visuels sont diffusés dans les médias internationaux (National Geographic, Time Magazine, Stern, Newsweek, El País, Paris-Match, Geo...), mais aussi sous forme de livres, d'expositions et de documentaires par son agence Webistan.

Plus qu'un photographe, REZA est un homme engagé qui met l'éducation visuelle informelle des jeunes et des femmes au service d'un monde meilleur. En 2001, il fonde l'ONG Aina en Afghanistan et dès lors, mène à titre bénévole, des actions de formation dans le monde, des camps de réfugiés aux banlieues d'Europe, sous différentes formes (concrète et virtuelle).



[Consulter le site officiel de Reza](#)

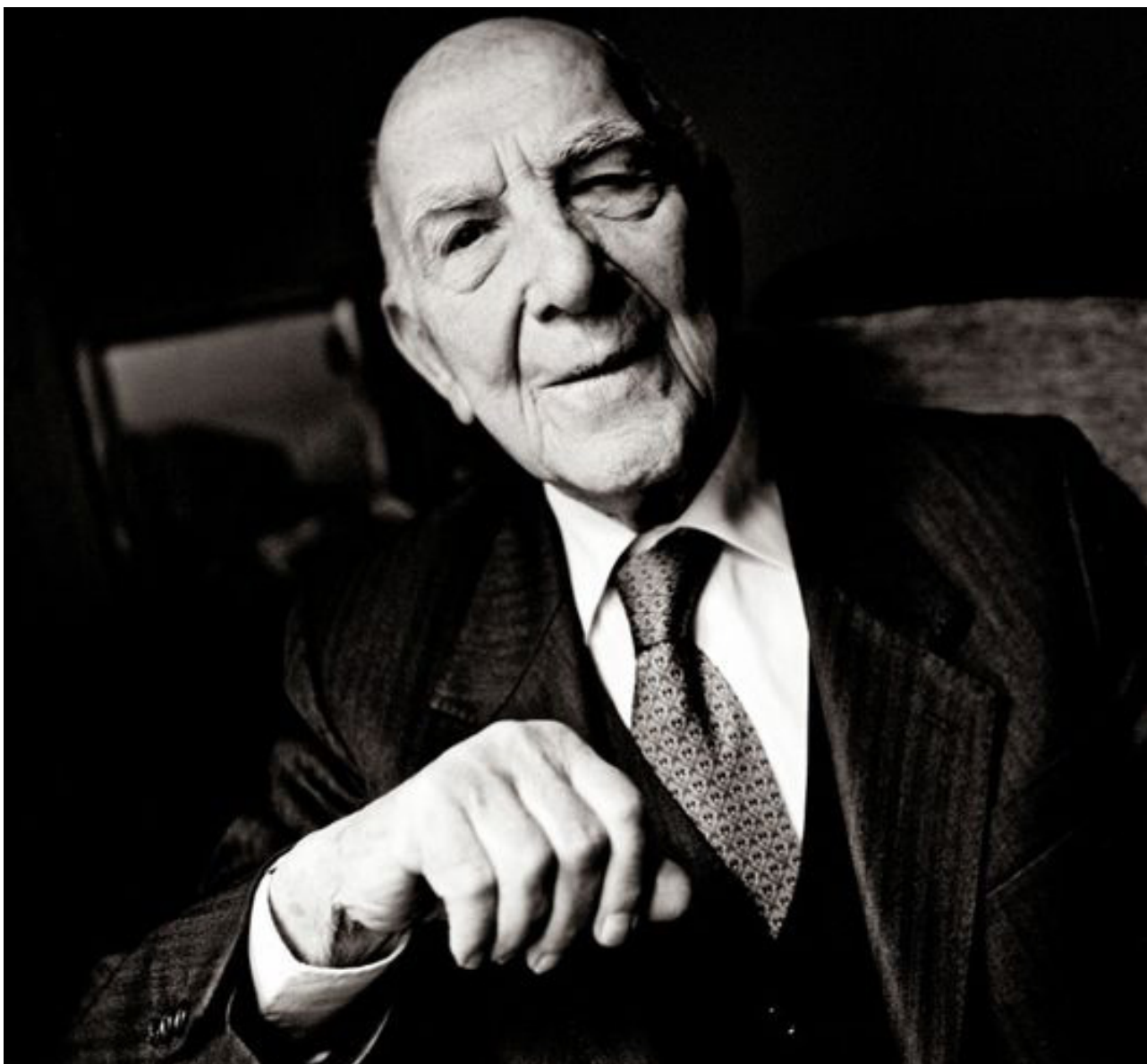
CHRISTIANE
HESSEL

Je voudrais d'abord dire toute l'émotion pour moi de recevoir ce passeport au nom de mon mari. Je voudrais dire juste quelques mots et vous raconter un épisode. Nous avons soutenu, Stéphane et moi, une association qui s'appelle « la voix de l'enfant », qui chaque année fait venir une centaine d'enfants du monde entier pour une « fraternity cup » qui permet à des enfants

de passer une dizaine de jours ici, de les sortir de leurs difficultés, chacun dans leur pays, et de créer une fraternité entre eux. Les seuls enfants qui nous sont refusés chaque année, je dis bien les seuls, ce sont les enfants de Gaza. Alors je voudrais que les premiers citoyens du monde à recevoir ce passeport ce soient les enfants de Gaza! Merci!

« Les seuls enfants qui nous sont refusés chaque année, je dis bien les seuls, ce sont les enfants de Gaza... »





STÉPHANE HESSEL

Il était un diplomate, ambassadeur, résistant, écrivain et militant politique français.

Né le 20 octobre 1917 à Berlin, dans une famille juive convertie au luthéranisme, Stéphane Hessel arrive en France en 1925 à l'âge de huit ans.

Mobilisé en 1939, fait prisonnier, il s'évade et rejoint Charles de Gaulle à Londres. Envoyé en France en 1944, il est arrêté et déporté à Buchenwald, où il maquille son identité pour échapper à la mort. Il s'évade de nouveau, est rattrapé, saute d'un train, rallie les troupes américaines et arrive gare du Nord en mai 1945.

A la Libération, il rejoint le secrétariat général de l'ONU, participe en tant que secrétaire à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme et devient diplomate. Elevé à la dignité d'ambassadeur de France par François

Mitterrand en 1981, il milite pour les sans-papiers – il est médiateur lors de l'occupation à Paris de l'église Saint-Bernard – et pour les Palestiniens.

Il aura connu un succès phénoménal avec son livre *Indignez vous!* et reste connu pour ses prises de positions engagées!

Il est mort le 27 février 2013 à Paris.

EN
SAVOIR



[Découvrez l'interview de Stéphane Hessel du 3 Janvier 2011 sur RFI](#)

[Consulter l'édition du journal *Libération* du 30 Décembre 2010 titré « Stéphane Hessel, l'indignation en best-seller. »](#)

Je vous remercie d'avoir pensé à moi pour être un des premiers détenteurs du passeport de citoyenneté universelle alors que je suis porte parole des sans-papiers.

Pour nous sans-papiers, le passeport universel signifie liberté de circulation, sans toutefois remplacer la liberté d'installation. Actuellement, nous n'avons pas la liberté de circuler. Mais ce manque faisant de nous des sans papiers, paradoxalement, nous oblige à nous installer durablement puisqu'on nous demande de prouver dix années de présence continue en France pour avoir le droit de solliciter une régularisation.

Dans les années soixante-dix, il existait en France une certaine liberté de circulation, les migrants pouvaient aller et venir et au bout de quelques années ils repartaient faire leur vie dans leur pays, ils pouvaient être remplacés ou non par un plus jeune de la famille, qui à son tour rentrerait au pays.

Les opposants à la liberté de circulation imaginent que l'ouverture des frontières serait une catastrophe submergeant l'Europe. Or, beaucoup d'entre nous repartiraient, sachant que si leur projet de retour échouait ils pourraient revenir. Sans cette liberté, ils ne tentent aucun retour.

La liberté de circulation nous donnerait la liberté fondamentale de choisir: rester ou partir alors que même avec des papiers les migrants ne peuvent pas se déplacer et choisir d'aller travailler, par exemple, dans un autre pays européen.

Actuellement émigrer, quitter notre pays, notre famille est pour nous, africains, une obligation, un devoir et non un désir de tourisme... Certains parlent de tradition. Il est vrai que depuis des siècles nous sommes contraints de nous déplacer car il y a eu l'esclavage, puis la colonisation et désormais la mondialisation appauvrit nos peuples.

Nous migrons par devoir, pour nourrir nos familles: trente-cinq personnes dépendent de mon salaire de SMIC.

Mais au-delà des nécessités économiques immédiates, la liberté de circulation ne peut qu'aider au développement en démultipliant les expériences. Nous empêcher de circuler librement, nous enfermer c'est aussi peut être chercher à nous appauvrir intellectuellement, à limiter le développement de nos pays.

Nos pays manquent d'écoles. J'ai étudié loin de ma famille car il n'y avait pas d'école dans mon village. J'ai dû, à regrets, migrer l'année du bac. Or ici, malgré mon travail de nettoyage matin et soir dans un marché parisien, j'ai pu

étudier et avoir le diplôme d'accès aux études universitaires, DAEU, équivalent du baccalauréat.

Avec un petit groupe migrant de ma région, nous avons voulu construire une école. Tous sans papiers, nous avons réussi à construire six classes et actuellement nous peinons à terminer trois classes de plus pour un collège. Cette école est notre fierté, elle nous a demandé beaucoup de sacrifices.

Tout circule: les marchandises, les finances... mais pas les personnes! Est-ce leur accorder moins de valeur qu'aux biens?

« **Nous migrons par devoir, pour nourrir nos familles: trente-cinq personnes dépendent de mon salaire de SMIC.** »



Par votre initiative de mise en place du passeport de citoyenneté universelle vous rétablissez, au moins symboliquement, la primauté des individus sur les marchandises.

Nous, sans papiers, nous n'avons pas le droit élémentaire d'être auprès de nos parents dans les moments douloureux des décès dans la famille, ni dans les moments heureux des mariages de nos frères et sœurs, des naissances de nos nièces et neveux.

Ce passeport universel veut témoigner de notre droit à la liberté de circulation quelle que soit notre origine.

Aujourd'hui il est vital pour nous, sans papiers, que ce droit nous soit reconnu. Nous attendons de vous tous votre soutien dans notre lutte pour obtenir la libre circulation et la régularisation pour tous. Merci.



ZOOM SUR LES INTERVENTIONS DU PUBLIC

Jean-François Julliard,
Directeur de Greenpeace.

Je voulais juste apporter mon soutien à cette initiative, parce que pour moi la citoyenneté universelle repose sur deux choses: une conscience et une responsabilité. Et s'il n'y a pas aujourd'hui cette conscience et cette responsabilité universelle, nous ne parviendrons pas à défendre la planète, à sauver la planète.

Donc je voulais apporter le soutien plein et entier des acteurs de la cause environnementale à cette initiative, parce que pour moi la conscience universelle c'est la conscience de ce qui se passe à l'autre bout de la planète et pas seulement de ce qui se passe en bas de chez soi.

Mais la conscience sans actes ne suffira pas à sauver la planète. Donc il faut aussi cette notion de responsabilité, cette notion de la capacité à se préoccuper de ce qui se passe à l'autre bout de la planète, comme de se préoccuper de ce qui se passe en bas de chez soi, la capacité de passer aux actes. Il faut avoir cette conscience universelle, mais il faut aussi être conscient que cette citoyenneté universelle implique une responsabilité supplémentaire et un passage aux actes.

Abdallah Znider,
représentant du FALDI, Forum des associations des luttes démocratiques dans l'immigration, et du réseau IDD, Immigration-Développement-Démocratie.

Nous nous réjouissons de cette belle initiative.

En prolongement de l'ensemble des interventions et des réflexions – d'ailleurs Monsieur Gilbert Mitterrand a signalé que lors du Forum social mondial de



Dakar, cette initiative a émergé – il y a un prolongement, qui s'est fait lors du Forum social mondial de Tunis, qui a eu lieu au mois de Mars.

Lors du Forum social mondial de Tunis, il y a eu un village mondial des migrations, avec énormément d'organisations (notamment Emmaüs, la Fondation Danielle Mitterrand, Utopia et d'autres au niveau mondial), et la question de la liberté de circulation et d'installation a été au cœur des débats. Dans ce village, nous avons mis en place, parmi les initiatives – ateliers, débats, rencontres etc... – une barque, symboliquement, avec par dessus, la liste des 12 000 jeunes qui ont péri en Méditerranée, à cause de la fermeture des frontières. Cela veut dire que nous avons l'un des plus gros cimetières du monde, malheureusement, et beaucoup de gens ne le savent pas, dans la Méditerranée, qui sépare le Nord du Sud. Et cette liste était impressionnante, avec des noms de jeunes d'à travers le monde: des jeunes subsahariens, des jeunes maghrébins, des jeunes du Bangladesh, des jeunes de différentes patries du monde qui étaient à la recherche de meilleures vies. Leurs vies ont été fauchées dans ce cimetière, d'où l'importance d'une telle initiative. C'est que nous sommes face à des drames humains quotidiens [...].

Vous avez sans doute appris que parmi ces jeunes, il y avait une jeune femme qui était parmi les érythréennes qui ont représenté l'Érythrée aux Jeux Olympiques de Pékin, qui s'est retrouvée, parce qu'il n'y avait pas d'avenir, à faire la traversée, et qui est morte.

C'est pour dire que cette question-là est au cœur malheureusement de ces drames humains, et je pense que nous avons un devoir de lutter contre ces politiques, qui sont menées actuellement aussi bien par l'Union Européenne que par les États du Sud, qui sont aussi responsables de ce qu'il se passe. Et c'est un devoir, je dirais, de participer à cette initiative de Citoyenneté Universelle et nous nous inscrivons pleinement dedans.

APPEL
DU
23
MAI



POUR UNE CITOYENNETÉ UNIVERSELLE ET POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION DES PERSONNES À L'ECHELLE MONDIALE !

Nous, citoyens et représentants d'organisations des différents continents réunis au sein de l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle, lançons un appel pour la citoyenneté universelle et la liberté de circulation et d'installation des personnes.

Une autre politique dans le domaine des migrations est devenue nécessaire aujourd'hui : les systèmes qui régissent les migrations relèvent essentiellement des prérogatives des Etats et ne sont donc plus en adéquation avec les réalités migratoires du XXI^e siècle, marquées par la mondialisation. Ces systèmes bafouent ce qui constitue à nos yeux un droit fondamental inscrit dans l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Ces systèmes consacrent l'existence d'une mobilité à deux vitesses : les pays les plus privilégiés offrent à leurs citoyens des possibilités de circulation quasiment sans limites, tandis que les trois quarts de l'humanité ne peuvent échapper à une forme d'assignation à résidence de fait. Il en résulte d'ailleurs des parcours administratifs aberrants, des exigences de garanties financières démesurées, des situations de travail assimilables à l'esclavage et une criminalisation croissante de l'immigration illégale... Les migrants sont aujourd'hui devenus des victimes de l'arbitraire et de la violence institutionnelle ainsi que des proies pour les réseaux criminels.

Dans nombre de pays du Nord, on perçoit une résurgence des mythes fondés sur la peur et les préjugés xénophobes et racistes. Ceux-ci nourrissent de multiples formes d'intoxication et d'exploitation politiques ; ils alimentent les courants les plus réactionnaires, en agitant dangereusement la fable de l'invasion, la menace d'altération de l'identité nationale et les dangers d'une intégration soit disant impossible. Ces préjugés servent alors de fondement aux politiques de fermeture des frontières les plus irrationnelles et de justification aux violations systématiques des droits élémentaires reconnus aux migrants par les traités et les conventions internationales.



APPEL DU 23 MAI

Plus gravement, la fermeture et la militarisation des frontières, notamment européennes, nordaméricaines et australiennes se révèlent être des dispositifs meurtriers pour des milliers de personnes depuis plus de deux décennies. Coûteux en vies humaines, ce système l'est aussi en fonds publics, mobilisant en pure perte et en période de crise plusieurs centaines de millions de dollars pour une inefficacité patente.

Nous affirmons qu'il est illusoire de croire à la fermeture des frontières et au contrôle des flux migratoires pour empêcher celles et ceux qui ont perdu tout espoir d'une vie meilleure d'aller tenter leur chance ailleurs.

Nous sommes certains de ne pas pouvoir empêcher non plus celles et ceux dont le cadre de vie a été détruit par la crise écologique d'aller s'installer sous des cieux plus cléments. Les réfugiés climatiques, déjà estimés à plus de 38 millions aujourd'hui, pourraient atteindre 150 millions d'ici 2050.

Il est urgent de regarder enfin et de façon apaisée la migration comme un fait social ordinaire, caractéristique des temps présents et à venir, profondément liée aux transformations mondiales, dont elle est à la fois cause et conséquence.

Nous avons appris que l'humanité a construit son histoire et sa richesse avec les migrations : c'est une erreur et un déni de réalité de penser qu'il pourrait en être autrement demain.

Nous sommes déterminés à agir aujourd'hui pour garantir à toutes et tous le respect de leurs droits fondamentaux.

Nous appelons à l'organisation d'une conférence internationale des Nations Unies sur le thème de la liberté de circulation et d'installation des personnes, et à l'adoption d'une convention internationale contraignante sur le sujet. Elle devra être préparée par une large concertation des parties prenantes.

Nous invitons à soutenir une initiative symbolique forte : le Passeport de Citoyenneté Universelle. Ce Passeport sera un document de voyage reconnu aux frontières des États signataires, symbolisant leur engagement pour le respect des droits des migrants et pour la reconnaissance de la liberté de circulation et d'installation comme liberté fondamentale de tout être humain, fondée sur l'Article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.

Nous demandons l'effectivité d'une citoyenneté universelle pour chaque habitant de la planète, lui garantissant l'accès aux droits élémentaires dans chaque pays où il séjourne ou réside. Nous demandons parallèlement le découplage de la citoyenneté et de la nationalité, comme c'est déjà partiellement le cas, par exemple, dans le cadre de l'Union Européenne, du Mercosur, de la CEDEAO ou du Trans Tasman Travel Agreement.



Nous appelons en conséquence les mouvements associatifs et citoyens, les ONG, les partis politiques, les syndicats, les mouvements sociaux ainsi que les acteurs économiques partageant notre vision à soutenir nos initiatives, à en relayer les messages et à rejoindre l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle.

Nous appelons aussi les États et leurs gouvernements, les collectivités et organisations internationales à rallier notre projet de Passeport de Citoyenneté Universelle et à lutter pour la reconnaissance du droit effectif à la liberté de circulation et d'installation par les instances internationales et onusiennes. Nous les encourageons à signer des accords multilatéraux favorisant la libre circulation, à conduire des politiques nationales d'ouverture des frontières et à garantir les droits des migrants.

Nous appelons enfin chaque citoyen à se mobiliser pour la citoyenneté universelle et la liberté mondiale de circulation et d'installation des personnes. Nous les invitons à faire pression à tous les niveaux pour que ces perspectives deviennent des réalités.

Paris, 23 mai 2013.

**NOUS
SOUTENIR**

- > Pour vous associer, citoyen ou organisation, à l'appel du 23 mai 2013; Rendez-vous sur le site de l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle Inscrivez-vous comme compagnon ou organisation associée.
www.o-c-u.org

NOUS
SOUTENIR

Vous voulez apporter votre soutien à l'O.C.U. ? Vous pouvez déjà le faire grâce à quelques gestes simples.

➤ **Rendez-vous sur le site www.o-c-u.org**

- **[Devenez compagne/compagnon de l'O.C.U.](#)**

En vous engageant aux côtés de l'O.C.U. vous soutenez l'Appel du 23 Mai et ses deux initiatives : la reconnaissance du passeport de citoyenneté universelle et l'appel à la tenue du Conférence des Nations Unies sur la question de la liberté de circulation et d'installation mondiale des personnes. Vous êtes informés régulièrement des événements et des dernières actualités sur l'O.C.U. et sur la Liberté de circulation et d'installation des personnes.

- **[Devenez « Organisation associée » à l'O.C.U. !](#)**

Vous êtes une association, une fondation ou une autre organisation de la société civile ?

En vous engageant aux côtés de l'O.C.U., vous soutenez l'Appel du 23 Mai et ses deux initiatives : la reconnaissance du passeport de citoyenneté universelle et l'appel à la tenue du Conférence des Nations Unies sur la question de la liberté de circulation et d'installation mondiale des personnes.

Vous acceptez que l'O.C.U. vous cite comme soutien dans ses communications. Vous êtes invités à soutenir et à participer aux événements organisés par l'O.C.U.

➤ **Relayer les initiatives de l'O.C.U.** dans vos réseaux grâce à la page  et à la page @OcuContact .

➤ **Faites un don** en envoyant un chèque à :

O.C.U.

c/o Emmaüs International
47 avenue de la Résistance
93104 MONTREUIL CEDEX - FRANCE

Nous comptons sur votre mobilisation pour porter ensemble une alternative aux politiques injustes et créatrices d'exclusion qui dominent actuellement.



SOMMAIRE

DEFINITIONS

LE PROJET	2	CITOYENNETÉ UNIVERSELLE	9
TROIS ORGANISATIONS FONDATRICES	3	DÉCLARATION UNIVERSELLE	
DÉBATS ET TÉMOIGNAGES	7	DES DROITS DE L'HOMME DE 1948	10
JEAN ROUSSEAU	8	ARTICLE 13 DE LA DÉCLARATION	
ANGELA MELO	12	UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DE 1948	10
WILLIAM FABVRE	16	UNESCO : ORGANISATION DES NATIONS-UNIES	
ADOLPHO ET SARAH KAMINSKY	19	POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	12
ANNE HIDALGO	20	GROUPE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS	13
FLORENCE ARTHAUD	23	MOST	15
ALBERT TÉVOÉDJRÈ	24	INSTITUT MAX PLANCK	15
TASLIMA NASREEN	28	DIVERSITIES	15
MARIANA MOTA CUTINELLA	32	OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR	
CARLOS JÁTIVA	34	LE DÉVELOPPEMENT (OMD)	15
FEDERICO MAYOR ZARAGOZA	38	BOUDDHAS GÉANTS DE BÂMIYÂN	17
GILBERT MITTERRAND	40	CONVENTION SUR LE PATRIMOINE MONDIAL	17
RICCARDO PETRELLA	42	VILLE MONDE	21
FRANÇOIS VEILLERETTE	46	KWAME N'KRUMAH	27
RONA HARTNER	47	CHARTRE DES NATIONS-UNIES	33
LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA	48	CONSTITUTION DE L'ÉQUATEUR	35
CONSTANTIN SIMEN	51	COMMUNAUTÉ ANDINE DES NATIONS (CAN)	37
SVITANA KOSTRYBA	51	ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA)	37
OLIVIERO TOSCANI	52	UNION DES NATIONS SUD-AMÉRICAINES (UNASUR)	37
MARGUERITE ZANFONGNON	53	BIENS COMMUNS PUBLICS	45
TIKEN JAH FAKOLY	54		
EDDA PANDO	56		
DJIBRIL SAKHO	57		
CARLINE BEAUBRUN	57		
REZA DEGhati	58		
CHRISTIANE HESSEL	60		
ANZOUMANE SISSOKO	62		
ZOOM SUR LES INTERVENTIONS DU PUBLIC	64		
APPEL DU 23 MAI	66		
NOUS SOUTENIR	70		
CONTACTS	74		



BIO
GRA-
-PHIE



DEFINI
-TIONS



EN
SAVOIR
+



NOUS
SOUTENIR



CONTACTS :
O.C.U. / EMMAÛS INTERNATIONAL

TOUTES LES INFOS: WWW.O-C-U.ORG

Le siège de l'O.C.U. est hébergé
chez Emmaüs International, à Montreuil (France).

O.C.U.
C/O EMMAÛS INTERNATIONAL
47 AVENUE DE LA RÉSISTANCE
93104 MONTREUIL CEDEX - FRANCE
TEL: +33 (0)1 41 58 25 50
FAX: +33 (0)1 48 18 79 88
contact@o-c-u.fr